



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2019-11-01/2019-11-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Jeudi 1^{er} novembre.

Kinshasa doté d'un centre de formation aux technologies de l'information. Le centre de formation « Kinshasa digital academy », dont les activités débutent en janvier 2020, a été présenté au public et aux journalistes jeudi 31 octobre par le conseiller spécial du chef de l'Etat chargé du numérique, Dominique Migisha. Kinshasa digital academy aura comme mission de former entre autres des créateurs d'application web et mobile, des créateurs de site web sans codage. Il a comme objectif également d'assurer l'insertion professionnelle de tous les apprenants. « Kinshasa Digital fait partie de ces partenaires privés qui accompagne ce plan sur le volet contenu dans la sous rubrique formation. Parce que nous ne pourrions pas développer le numérique dans notre pays sans mettre en place une politique de formation, pour que le numérique puisse être un numérique Congolais. » Dans un premier temps Kinshasa Digital Académie compte former 40 apprenants sélectionnés à Kinshasa.

Nord Kivu : la population des gorilles au parc des Virunga a augmenté en 3 ans de 5,7 %. La population des gorilles du Parc National des Virunga, Pnvi, habitués à la présence humaine, est passée de 117 individus en 2016 à 147 individus en 2019. Dans un rapport rendu public le mercredi 30 octobre à Goma, l'Alliance Virunga, qui coordonne les activités du Pnvi, révèle que ces familles de gorilles ont connu 41 naissances contre 11 décès, gardant un taux de croissance supérieur à 5,7%. Cet accroissement résulte d'un travail opéré par l'ensemble des éco-gardes de l'ICCN, qui surveillent les groupes habitués à la présence humaine, signalent les problèmes médicaux, luttent contre le braconnage, préservent la zone de la présence des groupes armés, indique ce rapport. Le nombre de gorilles de montagnes, à la lisière entre la RDC, le Rwanda et l'Ouganda, est déjà évalué à plus de 1 000 individus depuis 2 018. Un grand nombre reste, cependant, à l'état sauvage.

Tshopo : trafic perturbé après l'effondrement du pont Maïko. Le trafic est interrompu entre les provinces de la Tshopo et du Maniema ainsi que celles du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Le véhicule à l'origine de cet incident partait de Kisangani vers Lubutu au Maniema. D'une capacité maximale de 25 tonnes actuellement, ce pont s'est effondré à cause de la surcharge de l'engin. Long de 140 m sur 3, le pont Maïko avait été construit dans les années 1952.

Publication de l'annuaire statistique de la RDC-2017. Divisé en trois parties, l'annuaire donne dans un premier temps, un aperçu général sur la RDC et l'indice du développement humain. La deuxième partie retrace les statistiques démographiques et la dernière partie présente les données économiques et financières. Le directeur général de l'Institut national de la

statistique (INS), Roger Shulungu Runika, informe que cet annuaire 2017 est le troisième à être réalisé après la relance de son élaboration et de sa production. Les précédents avaient été produits en 1995 et 2015.

Kinshasa : le ministre provincial Dolly Makambo de nouveau devant les juges. Le ministre provincial de l'intérieur, de la sécurité et décentralisation, de la ville -province de Kinshasa, Dolly Makambo, sera à nouveau devant les juges vendredi 1er novembre dans le cadre du procès sur le meurtre de l'administrateur du centre hospitalier Vijana. Le chauffeur du ministre provincial de l'intérieur et ses gardes du corps sont aussi appelés à la barre.

Kalemie : la milice Perci remet 7 armes AK-47 aux autorités provinciales. Ces armes proviennent des combattants Perci, composés des civils qui se sont soulevés dans les villages contre les attaques de la milice Twa. Le coordonnateur de la société civile du Tanganyika, Modeste Kabazi, s'est réjoui de cette action.

Ituri : 4 personnes disparues après chavirement d'une pirogue. Une pirogue a chaviré jeudi 31 octobre sur la rivière Ituri, non loin de la carrière d'exploitation d'or de Mutchucha, en territoire de Mambasa. Quatre personnes portées disparues et quinze rescapés, a indiqué la société civile de Badengaido. Le commandant de la police de ce territoire, de son côté, parle d'un mort. Il évoque également le surchargement de cette embarcation comme cause de ce chavirement.

Beni : un nouveau cas confirmé de la maladie à virus Ebola. Il s'agit d'un motard qui séjournait à Biakato en Ituri, avant de revenir dans la ville de Beni en transportant une malade. Pour éviter ce genre d'incidents, la coordinatrice intérimaire de la sous-coordination de la riposte de la maladie à virus Ebola dans la zone de santé de Beni, docteur Bibiche Matadi, appelle tous les taximen-motos de faire confiance aux points de contrôle installés à l'entrée de grandes agglomérations.

Kinshasa : un Indien arrêté avec un million USD à l'aéroport de N'djili. En RDC, la détention des monnaies étrangères reste libre, malgré la loi portant lutte contre le blanchiment des capitaux et financement du terrorisme. Cependant, le montant à détenir en espèces à l'entrée et à la sortie du territoire national est limité à 10 000 dollars américains. Selon la loi, les sommes excédant ce plafond doivent faire l'objet d'un transfert bancaire. De ce fait, en cas de violation de cette loi, après la saisie d'office, une enquête est aussitôt ouverte sur le blanchiment des capitaux et financement du terrorisme.

Au moins 22 morts dans un accident sur la route Manono – Lubumbashi. Un camion de transport de minerais s'est renversé à la hauteur du village de Mutetenya, sur la route reliant Manono à Lubumbashi. De nombreux passagers se trouvaient sur le chargement de cassitérite au moment du drame. Le camion a heurté "une grosse pierre avant de faire un tonneau". Il s'agit d'un camion de l'entreprise Mining Mineral Resources (MMR), une firme indienne immatriculée en Tanzanie.

Beni : reddition de 820 Mai-Mai UPLC. « Grâce à la pression militaire, mais également grâce au soutien manifeste de la population et de la LUCHA, nous sommes parvenus à obtenir la reddition de beaucoup des mouvements et groupes armés parmi lesquels le dernier en date est l'UPLC qui a remis les armes au chef d'Etat-major général. Ce groupe a dit 'je ne veux pas rester dans la forêt », a-t-il expliqué le porte-parole des Fardc.

Samedi 2 Novembre.

Le président de la république exige que justice soit rendue dans le meurtre de l'AG de l'Hôpital Vijana de Kinshasa. Le conseil des ministres qui s'est tenu vendredi 1er novembre à la cite de l'Union africaine a examiné les cas de meurtre par balle, dont celui d'un motocycliste tué par un des éléments de la Police nationale congolaise et celui de l'Administrateur du centre hospitalier Vijana tué à son lieu de travail par un policier commis à la sécurité du Ministre Provincial de l'Intérieur de Kinshasa. A ce sujet, le Président de la République a demandé que Justice soit faite rapidement.

Dolly Makambo accusé d'inciter les policiers à commettre des actes contraires à leurs devoirs. Le ministre provincial de Kinshasa Dolly Makambo a comparu vendredi 1er novembre devant les juges de la Haute Cour militaire en audience foraine dans la concession du centre hospitalier Vijana dans la commune de Lingwala. Ce procès est organisé en procédure de flagrance après le meurtre de l'Administrateur général de cette institution hospitalière le 30 octobre dernier sur place et attribué à un des gardes de corps du ministre provincial de l'intérieur, de la sécurité et décentralisation de la ville de Kinshasa. La question de fond que le juge président pose est celle de savoir si c'est lui le ministre Makambo, qui a demandé à son chauffeur et à ses deux gardes de corps de se rendre sur le lieu où le crime sera commis plus tard. Le prévenu (Dolly Mekambo) nie et sa réponse provoque un tollé général dans le public venu nombreux suivre ce procès. Face au bruit et aux menaces venant de la foule, le juge président décide de suspendre l'audience pour la remettre à ce samedi 2 novembre.

Meurtre des experts de l'ONU au Kasai : un nouveau renseignant charge Jean Bosco Mukanda. La question de la qualité de Jean Bosco Mukanda au sein de la milice avait déjà été au cœur de la dernière audience. Elle est revenue dans le débat ce vendredi 1er novembre à la suite d'un nouveau renseignant : Kaba Kalento. Ce nouveau renseignant a parlé de Jean Bosco Mukanda comme le responsable des miliciens qui étaient actifs dans la région de Bunkonde.

« **L'Ituri a besoin de la paix pour son développement** » (Moïse Katumbi). S'adressant à la foule en swahili ce vendredi 1er novembre à la tribune officielle de Bunia, Moïse Katumbi a déploré la persistance des conflits armés dans l'Ituri. « Cette situation a comme conséquence des déplacements des populations qui du reste, vivent dans des conditions difficiles. » Il a exhorté notamment des jeunes, à faire attention à certaines personnes animées de mauvaise volonté qui veulent entretenir la guerre dans le pays. Il a par ailleurs demandé au gouvernement d'élaborer une bonne politique en vue de créer des emplois aux jeunes, dont certains rejoignent le rang des groupes armés, faute d'occupation.

Kasai-Oriental : Le Président du Conseil d'administration de la Miba suspendu. Le ministre du portefeuille a pris le 1er novembre la décision de suspendre pour une durée de 3 mois le Président du Conseil d'administration de la Minière de Bakwanga (MIBA) Il reproche à Dieudonné Mbaya Tshiakanyi d'avoir révoqué illégalement le directeur général de la Miba, en le remplaçant par un intérimaire, malgré l'intervention du Ministère de tutelle de surseoir à cette décision. Pendant cette période de suspension, le ministre nomme Didier Kazadi Nyembwe pour assurer l'intérim à la présidence de la Miba.

Nord-Kivu : 11.500 doses de vaccin contre le virus Ebola réceptionnées à Goma. Le ministre provincial de la santé du Nord-Kivu Moïse Kakule a précisé que c'est un nouveau vaccin pour la prévention collective de la population contre le virus Ebola. « L'arrivée de ce vaccin vient soulager notre population, pour la simple raison qu'en prenant ce vaccin nous serons en train de nous protéger nous-même, protéger nos familles, et protéger nos communautés » a-t-il dit. Satisfaction également du côté de l'équipe de la coordination de la riposte contre la maladie à virus Ebola. L'ONG médicale, MSF qui est en charge de la conservation de ce vaccin dit être aussi satisfaite à pouvoir participer à cette étude clinique.

Kananga : un officier de l'armée condamné à 7 ans de prison pour viol d'enfant. Le lieutenant-colonel Ibrahim Adago est reconnu coupable d'avoir connu sexuellement une fille âgée de 14 ans. Les faits se sont passés le 15 mai dernier dans la soirée au camp Bobozo où loge l'officier, stagiaire à l'école d'administration et d'informatique militaire de Kananga. La Cour militaire estime que tous les éléments constitutifs de l'infraction de viol d'enfant sont réunis. Les avocats de l'officier annoncent que leur client va faire appel. Ils dénoncent un arrêt complaisant, accusant la Cour militaire d'avoir trahi la vérité.

RDC-Justice : la défense de Dolly Makambo demande à la haute Cour militaire à ne pas statuer en flagrance. Le ministre provincial de l'intérieur et de la sécurité de Kinshasa Dolly Makambo a été entendu à nouveau ce samedi par les juges de la Haute cour militaire dans l'affaire du meurtre de l'AG du l'hôpital Vijana. Ce samedi 2 novembre, la défense de l'accusé a soulevé l'exception d'inconstitutionnalité quant à la procédure de flagrance et demandé à la haute Cour de surseoir à la procédure. L'un des avocats du ministre Théodore Ngoy pense que l'accusé a des droits qui demandent que toute la procédure soit respectée. Notons que la haute Cour a pris l'exception en délibéré.

Myriam Iragi et Vital Mugisho, lauréats de la « Bourse Ghislaine Dupont et Claude Verlon 2019. ». C'est à l'occasion de la 6e édition de la Bourse Ghislaine Dupont et Claude Verlon tenue ce samedi 2 novembre à Kinshasa, en RDC que la journaliste Myriam Iragi et le technicien Vital Mugisho ont été désignés. La journaliste Myriam Iragi est actuellement journaliste à Radio Top Congo à Kinshasa où elle présente des éditions d'informations. Le jury l'a distinguée pour son reportage portant sur « les filles meres. Vital Mugisho est quant à lui chef technique à la Radio Star Bukavu. Il a été distingué pour la qualité de son et le choix des ambiances sonores utilisées dans son reportage sur le travail des enfants sur les chantiers. Les lauréats sont invités à Paris l'an prochain où ils vont suivre une formation notamment à RFI.

Dimanche 3 novembre.

Ituri : un journaliste de la Radio communautaire Lwemba tué par des hommes armés. Selon l'Organisation de défense des Droits de l'homme Convention pour le Développement des Peuples forestiers (Codepef), des dizaines d'hommes armés des fusils et machettes ont fait incursion à Lwemba-Mahulo dans groupement Babila-Teturi en chefferie des Babila-Babombi aux environs de 20 h. Ces assaillants ont tiré des coups de feu avant de s'introduire dans la maison d'un journaliste de la Radio Communautaire Lwemba. Ce dernier, âgé de trente-cinq a été tué sur le champ. Sa femme a été grièvement blessée à la machette dans ses parties intimes. La victime intervenait dans la riposte contre Ebola en qualité de relais communautaire.

Lundi 4 novembre.

OLPA exige une enquête après l'assassinat d'un journaliste à Lwemba en Ituri. L'Observatoire de la Liberté de la Presse en Afrique (OLPA), exige une enquête sérieuse après l'assassinat du journaliste Papy Mahamba Mumbere, journaliste à la radio communautaire de Lwemba (RCL), station émettant au village Lwemba. D'après cette organisation, depuis fin septembre 2019, plusieurs radios du territoire de Mambasa ont décidé d'interrompre la diffusion des émissions sur la lutte contre le virus Ebola à la suite de l'hostilité d'une frange importante de la population à la riposte contre Ebola. L'OLPA condamne cet assassinat et appelle « les autorités de l'Ituri à mener des enquêtes sérieuses pour élucider les circonstances de cet acte odieux, afin de retrouver les auteurs intellectuels et matériels de ce crime. »

Nord-Kivu : pas d'école lundi pour les enfants de Katsiru. Selon les sources civiles locales, deux groupes Mai- Mai s'affrontent dans la zone, depuis vendredi 1er novembre, occasionnant la mort de deux jeunes du milieu âgés de 16 ans et 18 ans qui auraient reçu des balles perdues. Les combattants du NDC-Rénové de Guidon ont attaqué les positions des Nyatura sur 4 collines autour de Katsiru, ajoutent ces sources, tout en précisant que les combattants Nyatura se seraient réorganisés pour récupérer leurs positions, samedi 2 novembre et des balles crépitaient encore autour de Katsiru. Ce qui reprend la panique dans le milieu y affectant toutes les activités socioéconomiques et scolaires.

Kongo central : 360 détenus reçoivent des matériels aratoires. Selon le coordonnateur de l'ONG congolaise Bien être pour tous, cet appui permettra aux prisonniers de produire des légumes pour leur autosuffisance alimentaire. Ces biens sont constitués des matériaux aratoires et des intrants agricoles, dont des semences, engrais chimiques, houes, arrosoirs, râtaux, etc. Il a par ailleurs lancé un appel à toute personne de bonne volonté de leur venir en aide.

Bahati Lukwebo appelle "les usurpateurs" à abandonner l'AFDC. Le sénateur Bahati Lukwebo appelle ceux qu'il considère comme des usurpateurs de son regroupement politique, à créer leur propre parti politique. Pour Bahati Lukwebo, lui et son parti continueront le combat pour l'avènement d'un état de droit en RDC afin que les efforts consentis depuis toutes ces années ne soient pas vains.

Nord- Kivu : 12 pêcheurs kidnappés par les Mai-Mai au sud du lac Edouard. Selon la société civile de Vitshumbi, ces miliciens les auraient amenés vers la baie de Birwa, à une centaine de km de Goma. Ils exigeraient aux familles des otages une rançon collective d'environ 4 millions de francs congolais (2.380\$us) pour leur libération.

Ituri : 11 disparus dans un naufrage sur le lac Albert. Selon le président de la société civile de Kasenyi, Steeve Mugisa, un vent violent serait à la base de cet accident survenu vers 3 heures du matin, après 1h40' de navigation sur le lac Albert. 22 personnes, tous des commerçants congolais revenaient du camp de pêche de Kitebere pour acheter des poissons frais et fumés. Steeve Mugisa précise que 11 autres personnes, dont quatre femmes, ont eu la vie sauve.

Sud -Kivu : Ocha note des nouvelles vagues de déplacement des populations dans les Hauts Plateaux de Fizi. Ceci est consécutif aux violences alimentées par les milices communautaires qui se font de plus en plus persistantes dans les Hauts Plateaux de Fizi. Aussi, des attaques armées perpétrées contre des villages, suivies d'incendies de maisons, ont occasionné de nouvelles vagues de déplacement de population à Kivogerwa, Kiluwe, Makaina, Kigazura, Mikalati, Kamombo et de Gitasha. Ce conflit, connaît une extension vers Bijombo où plusieurs villages – Rusuku, Mashule, Magera, Ishenge ont été incendiés dans la dernière semaine d'octobre, poussant les populations à un mouvement de déplacement continu. Au cours de la dernière semaine d'octobre, près de 3 500 nouveaux déplacés fuyant de nouveaux affrontements dans les Hauts Plateaux de Fizi, ont migré des Hauts Plateaux d'Itombwe vers les agglomérations de Baraka, Kalundja et Katanga dans la zone littorale du Lac Tanganyika. La note d'information humanitaire de Ocha indique que dans le territoire de Kalehe, les autorités locales ont identifié une autre vague de 4 000 nouveaux déplacés dans les localités de Luiza, Kanguli et Muhongoza et sur les îlots de Ishoka et Cofi. Certains de ces déplacés sont victimes des conflits armés entre les Raiya Mutomboki et une coalition de Mayi Mayi ; d'autres sont victimes de conflits fonciers.

Lutte contre Ebola : l'ONU alloue 49 775 dollars aux ONG de Butembo. Un protocole d'accord a été signé lundi 4 novembre entre le Bureau du Coordinateur des Nations Unies pour la réponse d'urgence à l'épidémie d'Ébola en RDC et un consortium de trois ONG dans le cadre de la prévention de la maladie à virus Ebola et l'accompagnement des victimes. Ce protocole stipule qu'un montant de 49 775 USD a été alloué à ces ONG pour une période d'exécution de deux mois. Ces ONG devront intervenir dans sept zones de santé dont Musienene, Kalunguta, Masereka, Vuhovi, Kiondo, Butembo et Katwa. Masika Dolorose, représentante dudit consortium indique que les activités seront orientées notamment dans

l'encadrement des jeunes et des femmes ainsi que : « l'organisation de focus groupes et des tribunes populaires, l'accompagnement psycho médical de jeunes et des femmes, encadrement des jeunes et des femmes en activités génératrices de revenus, remise des kits de réception socioéconomique »

Kinshasa : le FCC pour la réduction du nombre des militaires commis auprès de certaines personnalités. Le Communicateur du Front Commun pour le Congo (FCC), André Alain Atundu a appelé les autorités nationales à réduire le nombre d'agents de la police et de l'armée commis auprès de certaines personnalités en vue de prévenir des abus. L'appel a été lancé dimanche 3 novembre, au regard des meurtres commis par des éléments de la police la semaine dernière à Kinshasa.

L'ONU condamne le meurtre d'un journaliste impliqué dans la lutte contre Ebola. « Je suis attristé et très préoccupé par le meurtre d'un travailleur communautaire, qui était aussi journaliste en RDC », a déclaré Tedros Adhanom Ghebreyesus, le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Cet animateur de radio locale impliqué dans la lutte contre la maladie à virus Ebola a été tué samedi soir 2 novembre par des hommes armés. Le meurtre a eu lieu dans le village de Lwemba, près de la ville de Mambasa, dans la province de l'Ituri. Ces violences ont également laissé la compagne de la victime dans un état critique avec de multiples blessures. La victime était engagée dans la sensibilisation de sa communauté, face à cette dixième épidémie d'Ebola qui touche depuis août 2018 les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Depuis le 1er janvier 2019, plus de 300 attaques contre les personnels de la santé ont été documentées. Elles ont causé six décès et 70 blessés, particulièrement des agents de la santé luttant au front contre Ebola ainsi que des patients pris en charge. Or, chaque attaque retarde la riposte à Ebola, rappelle l'OMS.

Nouvel accident sur la route Manono-Lubumbashi, 17 morts. Un nouvel accident de circulation s'est produit la nuit de samedi à dimanche sur la route Manono – Lubumbashi, à 167 km au sud de Manono (Tanganyika). La défaillance du système de freinage serait à l'origine du drame. Un camion, parti de Lubumbashi et transportant des marchandises ainsi que des passagers en direction de Malemba Nkulu, est tombé dans un ravin.

Mardi 5 novembre.

Insécurité à Mambasa : le député Kambale demande au gouvernement des mesures urgentes. « Le gouvernement est là pour la protection de la population et leur bien. Ça faisait déjà 48 heures qu'il y avait déjà des tracts qui circulaient à Lwemba, qu'il y aurait une attaque qui serait préparé pour saboter les efforts fournis par les équipes de riposte. Nous sommes désolés du fait que les autorités n'ont pas pris des dispositions qui s'imposent pour sécuriser et le centre de santé de Lwemba, et les agents qui travaillent dans la riposte. » a dit le député national Ezéchiel Barnabas Kambale. Il fait allusion au meurtre d'un journaliste de la Radio communautaire Lwemba par des hommes armés identifiés aux Maï-Maï dans la nuit de samedi à ce dimanche 3 novembre. La victime avait été impliquée dans les activités de lutte contre la maladie à virus Ebola dans la région.

Kinshasa : le colonel Tshibangu toujours privé de liberté. Maître Benoit Kabengele, l'un des avocats du colonel John Tshibangu, dénonce que ce dernier soit toujours en détention, alors qu'il a déjà obtenu l'autorisation de quitter la prison de Ndolo depuis samedi 2 novembre. Commandant militaire dans l'ancienne province du Kasai-Occidental, le colonel John Tshibangu avait fait défection en 2012, avant de réapparaître sur les réseaux sociaux en janvier 2018. Il menaçait à l'époque de faire chuter le pouvoir du président Kabila. Arrêté en Tanzanie en février 2018, il avait été extradé puis détenu à Kinshasa.

Kinshasa : appel du ministre Lite au respect des droits des militaires et policiers. Pour le ministre André Lite, cette activité permet à chaque Etat membre de présenter ses réalisations en matière des droits de l'homme : « On pense qu'il n'y a que nous qui avons des droits. Même nos militaires et les policiers que vous voyez-là ont également des droits. J'ai reçu une alerte d'un militaire ou d'un policier qui a été tué, je ne sais où. Je voudrais également vous demander, Mesdames, Messieurs de la Société civile, de vous battre aussi pour les droits des militaires et des policiers, de nous interpeler, nous le gouvernement, d'interpeler toutes les institutions de la République » et de poursuivre « Les militaires, les policiers, parfois ils font certaines choses, en tout cas, de l'absence de la part des autorités que nous sommes de leur accorder tout ce dont ils ont besoin pour bien faire leur travail. On ne naît pas militaire, on le devient. Effectivement les militaires n'ont pas droit à un syndicat dans notre pays, pas plus que les policiers. Et ils ont des droits, certainement à faire valoir. Mais il se trouve que, parce qu'ils sont dans un corps organisé, fortement hyper hiérarchisé, ils n'ont pas toujours cette possibilité de dire que, par rapport à ceci ou à cela, ça ne va pas. Et, il n'y a que les Congolais pour le compte desquels ils travaillent, qui peuvent canaliser certaines de leurs frustrations ».

David Gressly à Butembo : « L'épidémie va disparaître, la Radio Okapi va rester ». David Gressly, coordonnateur des Nations unies pour la réponse d'urgence à l'épidémie d'Ebola basé à Butembo, a affirmé lundi 4 novembre : « Je peux garantir deux choses : l'épidémie va disparaître, la Radio Okapi va rester. C'était notre intention depuis le début, d'avoir un studio qui va rester en contact, en communication avec la population de Butembo et de ses environs. Pour moi, l'inauguration de cette radio est le symbole de notre engagement de continuer, de rester engagés avec la population de Butembo », a indiqué David Gressly. Radio Okapi Butembo permettra de communiquer et d'échanger directement avec la population locale.

Beni : les députés provinciaux soutiennent les opérations des Fardc à Nyaleke. « Nous encourageons la détermination des Fardc à éradiquer toute forme d'insécurité au Nord-Kivu. Exigeons le relèvement de tous les éléments Fardc qui, d'une manière ou d'un autre, se sont pérennisés depuis longtemps dans la partie est de notre pays, a déclaré Mbenze Yotama, l'un de ces députés. Il a ajouté que les élus des villes de Beni et Lubero exigent aussi « la détection, le démantèlement et la mise hors d'état de nuire de tous les infiltrés et traîtres au sein des Fardc et des services de renseignement. » Ces députés ont également réitéré leur opposition à toute entrée des forces étrangères sur le territoire congolais. Par ailleurs, ils demandent au président de la République de donner tous les moyens à l'armée pour la rendre plus efficace dans ces opérations.

Kinshasa : l'assemblée provinciale statuera sur le cas Dolly Makambo après la décision de justice. L'assemblée provinciale de Kinshasa statuera sur le sort du ministre de l'Intérieur Dolly Makambo après les poursuites judiciaires engagées contre lui dans l'affaire du meurtre du responsable de l'Hôpital Vijana. Ce dernier qui se trouve actuellement en résidence surveillée n'a pas pu se présenter devant les députés provinciaux. Au cours de l'audience du lundi 4 novembre, Dolly Makambo a récusé les juges de la Haute Cour militaire. Me Theodore Ngoy, qui dirige le collectif des avocats de Dolly Makambo, affirme que ces derniers n'ont pas accès au dossier et donc ne savent pas à ce jour de quoi leur client est accusé.

Kasaï-Central : deux cas de cambriolage signalés à Kananga. Deux cas de cambriolage ont été signalés dans la nuit de dimanche à lundi 4 novembre dans les communes de Kananga et Ndesha, dans la ville de Kananga (Kasaï-Central). Divers témoignages classent les auteurs parmi les personnes en tenue civile, munie d'armes à feu et d'armes blanches.

Leïla Zerrougui échange avec le ministre de l'Intérieur sur la professionnalisation de la police. « On a discuté de la formation de la police, la démilitarisation de certaines provinces notamment le Kasaï, le Tanganyika où il faut renforcer la police, la justice et ramener le développement et la stabilisation de ces zones. Nous avons discuté des projets qu'on peut mener ensemble pour appuyer les capacités de la police, sa professionnalisation et son déploiement et en même temps, comme c'est lui qui a en charge la sécurité, on a abordé les zones où il y a des conflits et groupes armés. On a aussi parlé des zones où certains groupes armés qui n'ont aucun agenda politique se comportent comme de gangs criminels», a affirmé Mme Leïla Zerrougui, la représentante spéciale du secrétaire générale de l'ONU en RDC.

Beni : l'armée déjoue deux attaques simultanées des groupes armés. Il s'agit d'une « bande de rebelles des ADF interceptée à Mambiase, à la partie Ouest de Mbau, vers le barrage micro-électrique des prêtres catholiques. » Pendant que l'armée était à la trousse de ces rebelles de l'ADF, un groupe de Mai- Mai a fait assaut à Mandumbi, au même moment, vers la partie Est, à 2 kms de la barrière de Mbau, ajoutent les mêmes sources. Les Fardc ont aussi traqué ces miliciens Mai-Mai, déjouant ainsi cette deuxième attaque. Prise de panique, la population a pris la route de Oicha et Mavivi» pour fuir les combats entre l'armée et ces deux groupes armés.

Haut- Uele : près de 500 ménages inondés par les eaux de pluie à Dungu. Au moins cinq cents ménages sont actuellement affectés par les inondations provoquées par les pluies diluviennes enregistrées au cours de ces trois dernières semaines dans le territoire de Dungu, situé à plus de 700 km au Nord-Est de Kisangani (Province du Haut-Uele), déplore mardi 5 novembre l'ONG Coopérative des Droits Humains et Encadrement des Exploitants Artisanaux et Développement Communautaire. De 500 ménages affectés par ces inondations, plus de 100 ont été contraints d'abandonner leurs habitations avant d'être reçus dans des familles d'accueil, fait remarquer la coordonnatrice de cette ONG, Dorcas Tabitabane. D'autres ménages, environ 40 ont perdu les leurs puisque complètement détruites par les eaux, a-t-elle dit

Activités toujours paralysées après le meurtre d'un journaliste à Lwemba. Toutes les structures sanitaires sont fermées depuis dimanche dans la localité de Lwemba en territoire de Mambasa après le meurtre d'un journaliste par des hommes armés « qui résistent aux mesures de riposte contre Ebola », a indiqué mardi 5 novembre l'Organisation de défense des droits de l'homme Convention pour le développement des peuples forestiers (Codepef). Les malades parcourent 18 km à

piéd ou sur des vélos pour se faire soigner dans la localité voisine de Biakato. Cette ONG redoute également la propagation de l'épidémie à virus Ebola dans cette zone, où les activités de riposte sont suspendues. Les activités économiques et scolaires tournent au ralenti à Lwemba après l'attaque dimanche des hommes armés qui ont tué le journaliste Papy Mahamba. Les conséquences sont plus graves dans le domaine sanitaire. Des sources locales précisent les postes de santé, les centres de santé et les pharmacies sont également fermés. Tous les agents sanitaires et l'équipe de riposte ont fui pour s'installer à Biakato.

Ituri : la communauté Lendu sensibilise ses membres au désarmement volontaire. Au cours des adresses publiques dimanche 3 et lundi 4 novembre à Nyangarai et à Lipr, deux entités du secteur de Walendu Djatsi, situées à une vingtaine de kilomètres de Bunia en territoire de Djugu, les leaders de l'association culturelle Lori, qui regroupe la communauté Lendu, ont demandé à leurs membres qui détiennent illégalement des armes de les rendre aux autorités compétentes. Plus de six cents personnes ont effectué le déplacement pour écouter ces messages axés sur la cohabitation pacifique et la non-violence. Les notables, acteurs politiques et officiers militaires... ont également dénoncé les conséquences néfastes des conflits armés. Il s'agit notamment de morts d'hommes, de destructions des écoles, de structures sanitaires ainsi que de mouvements des populations.

Lubumbashi : début de la vente de la farine de maïs importée. Le ministre provincial de l'agriculture dans le Haut-Katanga annonce, pour mardi 5 novembre, le coup d'envoi de l'opération de vente de la farine, commandée en Afrique australe, dans toutes les communes de Lubumbashi. En attendant l'arrivée d'autres lots, plus de 340 tonnes sont mises à la disposition des consommateurs, à raison de 25 000 francs congolais un sac de 25 Kg

Mercredi 6 novembre.

Trois morts dans de nouvelles attaques à Uvira. Trois personnes ont été tuées et des maisons incendiées lors de nouvelles attaques perpétrées lundi 4 novembre par des groupes armés locaux Maï-Maï et Gumino, au village de Kirumba, dans les hauts plateaux du groupement de Bijombo, au Sud-Kivu, rapportent des sources locales. Les combattants Gumino ont attaqué la partie du village occupée par la communauté Fuliuru, avant que des miliciens Maï-Maï ne ripostent. Ils sont allés attaquer à leur tour la partie du même village occupé par la communauté banyamulenge.

Sud-Kivu : des associations plaident pour un dialogue intercommunautaire pour restaurer la paix. L'inter-mutuelle et associations du Sud-Kivu (Imaski), qui regroupe les communautés de cette province, demande au gouvernement de mettre rapidement en œuvre, les mécanismes déclencheurs du dialogue intercommunautaire. Dans une déclaration faite mardi 5 novembre, ces associations affirment que ce dialogue va stopper les hostilités et le désastre humanitaire en cours à Minembwe, à Itombwe, à Bijombo et dans la plaine de la Ruzizi. Des conflits récurrents opposent depuis le mois de mai, les communautés vivant dans les hauts plateaux de Minembwe, dans le territoire de Fizi. Les affrontements qui s'ensuivent, occasionnent plusieurs déplacements des populations. Pour mettre fin à cette situation, l'Imaski invite aussi l'exécutif national à prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'arrêt immédiat des hostilités en vue de stopper le désastre humanitaire en cours. L'Imaski appelle également toutes les 13 communautés du Sud-Kivu à revenir sur la voie du dialogue en vue de répondre aux préoccupations des populations innocentes, victimes collatérales de ces hostilités. La communauté Banyamulenge, accusée d'avoir suspendu sa participation à ce processus, dit oui au dialogue, mais après la cessation des hostilités. Il a indiqué que «la première chose à faire c'est d'arrêter les hostilités. C'est la cessation de la guerre, des tueries, massacres et de cette destruction méchante des villages, de cette errance des populations. »

Beni : dix morts dans une attaque des ADF à Kokola (Société civile). Ces rebelles ont aussi emporté plusieurs bétails, dont des chèvres et poules pendant cette opération qui a eu lieu aux environs de 20 heures, heure locale. L'opération a duré plus d'une heure avant que les malfrats ne se retirent, rapportent les mêmes sources. La société civile du territoire de Beni, appelle l'armée à plus de vigilance en cette période où elle vient de lancer les offensives contre les groupes armés.

Beni : Lucha lance une campagne d'appui aux opérations militaires contre les ADF. « Depuis le 31 octobre, les Fardc ont lancé des offensives farouches contre les ADF et nous, étant citoyens, nous nous sommes retrouvés dans l'obligation d'apporter notre soutien physique, matériel et moral en appuyant directement les militaires qui combattent à la première ligne de front (...) A travers la campagne, nous allons récolter des dons des vivre en natures et en argents pour accompagner directement et physiquement l'armée qui est en train de combattre les ADF », a indiqué Esaïe Liko, le représentant de Lucha.

Bunia : la communauté Lendu sensibilise ses membres à la non-violence. Au cours de la campagne de sensibilisation pour la pacification du territoire de Djugu qui s'est déroulée mardi 5 novembre dans les localités de Kobu et Bambu, les notables et chefs coutumiers de la communauté Lendu recommandent à leurs membres de recourir chaque fois aux institutions établies pour revendiquer leurs droits et non pas à la violence. Ces leaders communautaires ont fait allusion à l'incident d'avril 2019 où quatre commerçants Lendu ont été assassinés par des inconnus. Le drame qui avait provoqué la reprise des atrocités dans plusieurs villages du territoire de Djugu.

Nord-Kivu : plus de 700 mille personnes vaccinées contre le choléra. Le responsable provincial du programme élargi de vaccination (PEV), Docteur Stéphane Hans Bateyi, donne ce bilan préliminaire de la campagne de vaccination de 5 jours qui s'est déroulée du 30 novembre au 3 novembre dans 31 aires de santé considérées comme à haut risque sur les 34 initialement prévues dans la province. Pour le docteur Bateyi, ce résultat représente les 94 % des chiffres qui étaient attendus ;

Assemblée nationale : toujours pas de compromis dans la répartition des postes dédiés à l'opposition. La majorité parlementaire a finalisé la désignation de ses animateurs de différentes commissions depuis la semaine dernière. Par contre, les douze postes réservés à l'opposition, y compris celui de rapporteur adjoint, sont toujours vacants, après un mois des discussions. Si le MLC de Jean-Pierre Bemba plaide pour la solidarité de l'opposition dans la répartition de ces postes, le G7, MS et AMK de Moïse Katumbi estiment que cette répartition doit tenir compte du poids politique de chaque regroupement.

Plus de 60 communicateurs de la riposte contre Ebola réclament leurs salaires. Selon leur porte-parole, Anselme Bulio, tous les communicateurs des douze zones de santé de la sous coordination de Butembo sont concernés par ce problème. « Nous avons attendu pendant trois mois car la coordination nous faisait des promesses fermes. Mais depuis, rien n'est fait ». Ils ont accordé un délai de 48 heures, qui expire jeudi 7 novembre, à la coordination de riposte, pour régulariser cette situation. Faute de quoi, ils promettent d'aller en grève.

Beni : trois nouveaux cas confirmés de la maladie à virus Ebola. Selon la société civile, cette maladie intervient parce que certains malades, cas suspects ne se dénoncent pas ou se rendent dans des structures non viables. Il estime que ces trois nouveaux cas devraient interpeller toute la communauté (populations, chefs des bases et même les équipes de la riposte) « pour que nous puissions fournir encore des efforts pour que ce cas soient métrisés plus rapidement et que Beni ne puisse pas devenir encore épicerie d'Ebola. » La société civile invite la population et les équipes de la riposte contre la maladie à virus Ebola à une surveillance tout azimut des nouvelles personnes en provenance des zones de santé considérées encore comme points chauds de la maladie, mais aussi au respect strict des règles d'hygiènes.

Lutte contre le Konzo au Kwango : l'ONG ISCO distribue des semences agricoles à 4800 ménages. Cette campagne vise à lutter contre l'extension de la maladie nutritionnelle Konzo dans les sites situés dans les secteurs de Mwela Lembwa, Musamba, Maziamu, Panzi, Tembo, Bindu et Yonso dans la province du Kwango. Cette campagne est essentiellement préventive et vise à éradiquer cette maladie et éviter que de nouveaux cas soient enregistrés. Selon Giuliano Calegari, président de l'ONG ISCO, la meilleure façon de lutter contre la maladie Konzo est de mettre en place les mécanismes de prévention. Il encourage la population à cultiver notamment du manioc de bonne qualité qui n'expose à cette maladie.

10 000 sinistrés du Nord et Sud-Ubangi en quête d'assistance. Près de dix mille personnes se trouvent sans-abris à la suite d'inondations en progression depuis un mois au grand Equateur. A Zongo, ville frontalière à la capitale centrafricaine, ces eaux ont englouti 17 ponts sur les routes qui approvisionnent la ville. Plusieurs quartiers sont coupés du reste de la ville, ce qui perturbe les activités scolaires et socio-économiques. La plupart des paysans - riverains de l'Ubangi, de Yakoma à Dongo - ont carrément abandonné leurs habitations et champs. Conséquence, des écoles ont fermé et la plupart des ménages sans abris font face actuellement à une pénurie de vivres.

RDC-BAD : Félix Tshisekedi et Freddy Matungulu peaufinent les priorités du gouvernement congolais. Le Président Félix Tshisekedi et l'administrateur de la Banque africaine de développement (BAD) pour le compte de la RDC, le Burundi, le Tchad, Cameroun, République centrafricaine et la République du Congo, Freddy Matungulu, ont échangé, mardi 5 novembre, sur les priorités du gouvernement congolais à soumettre à cette structure panafricaine. « Je fais une mission de consultation pour m'assurer que ce que je dis au conseil d'administration de la BAD est en conformité avec les attentes, les programmes et les priorités de différents pays qui m'ont mandaté », a affirmé Freddy Matungulu.

La Monusco poursuit le déploiement de ses troupes à Uvira. Le déploiement des troupes de la Monusco, se poursuit normalement cette semaine dans les hauts plateaux d'Uvira, de Fizi et de Mwenga, au Sud-Kivu. En dehors de la grande base de la Monusco déjà opérationnelle à Minembwe-centre, le chef du bureau de la Monusco du Sud-Kivu et le Maniema a

visité mercredi 6 novembre deux nouveaux sites des casques bleus à Bijombo, dans les hauts plateaux d'Uvira ainsi qu'à Kamombo, dans les hauts plateaux du secteur de Tanganyika, en territoire de Fizi. « Nous sommes en train de mettre en place un certain nombre de dispositifs tactiques qui vont permettre de protéger les populations civiles, et dans les jours à venir, de mettre fin à cette crise de protection dans cette zone. Des positions avancées sont opérationnelles en ce moment », a-t-il indiqué. « Nous avons effectivement des nouvelles troupes, qui sont en train d'arriver et qui sont différentes de celles qui sont déjà sur place, mais qui, du point de vue opérationnel, ont le même mandat. Ces troupes sont issues de différentes nationalités, elles sont aguerries à ce type de terrain et sont formées spécialement pour ça et feront le même travail sur place, (visant à) nous assurer que cette situation de crise s'arrête et que cette population-là puisse reprendre leur vie normale. »

Conditions de vie inhumaines à l'hôpital général de Kinshasa. Les malades s'alarment et redoutent le pire si rien n'est fait au plus vite par l'Etat congolais. Les toilettes font cruellement défaut dans cet hôpital public. Dès l'entrée de l'hôpital, d'étouffantes odeurs nauséabondes gênent la circulation. De son côté, le médecin directeur, Clément Mbaki Nsiala, reconnaît la vétusté des ouvrages de cet hôpital, qui n'avait que 800 lits à sa construction en 1912 quand Kinshasa comptait moins d'un million d'habitants. Dr Clément Mbaki Nsiala affirme, par ailleurs, que faute de moyens, les fosses septiques n'ont été curées qu'une seule fois en mai 2019 : « Le travail n'est pas à la hauteur, parce que les moyens financiers ne suivent pas. Il faut des moyens lourds, or nous avons fait ça avec des journaliers qui travaillaient à la main. Donc, c'est un problème difficile. Les toilettes existent mais pas des toilettes cinq étoiles. Les conditions ne sont pas optimales. »

Kasaï: Bula Bula accusé d'être le chef des miliciens qui ont tué les deux experts de l'ONU. Plusieurs prévenus poursuivis pour le meurtre des experts de l'ONU au Kasaï ont déclaré au cours de l'audience du mercredi 6 novembre que Bula Bula était le chef des miliciens dans le village de Moyo Musuila où Zaida Catalan et Michael Sharp avaient été exécutés en mars 2017. Bula Bula affirme pourtant qu'il était le chef du village et n'avait pas d'autorité sur la milice Kamuina Nsapu. Depuis le début de ce procès, le chef du village Moyo Musuila soutient qu'il n'avait pas d'autorité sur la milice, accusant Vincent Manga et Kabongo Gerard - deux autres personnes poursuivies dans ce dossier- d'être les chefs des miliciens de son village.

Kinshasa : inhumation du père Léon de Saint-Moulin. Le père Léon de Saint-Moulin a été inhumé mercredi 6 novembre à Kinshasa. L'illustre disparu a été admis, à titre posthume, par ordonnance du président de la République Félix Tshisekedi, dans l'ordre des héros nationaux Kabila-Lumumba au grade de commandeur. L'historien et membre de la compagnie des Jésuites est décédé le 23 octobre dernier à Kinshasa, à l'âge de 87 ans. En 1967, Léon de Saint-Moulin débarque en RDC et y séjournera de façon permanente jusqu'à sa mort.

Jeudi 7 novembre.

Assemblée nationale : le député Guy Mafuta propose deux lois portant sur le droit de grève et le juge de l'urgence. Le député national Guy Mafuta a déposé, mercredi 6 novembre au bureau de l'Assemblée nationale, deux propositions de loi. La première porte sur la loi déterminant les principes fondamentaux relatifs à l'exercice de droit de grève : « Notre constitution en son article 39 reconnaît le droit de grève. Cette même constitution demande au législateur de prendre une loi qui en précise les modalités d'exercice. Le législateur congolais n'a malheureusement pas pris une loi sur cette question », a constaté le député Guy Mafuta. La deuxième proposition de loi, que propose le député Guy Mafuta, est relative à la création, organisation et fonctionnement du juge du contentieux de l'exécution ou du juge de l'urgence. Cette initiative, dit-il, est motivée par le souci de palier le silence du droit interne sur la question. « Détenir un titre exécutoire est une chose, mais en obtenir l'exécution en est une autre. Certaines matières requièrent célérité tout en protégeant les droits et devoirs de chacun ; il en est des mesures conservatoires et des saisies-attributions », a affirmé l' élu de Tshikapa.

Martin Fayulu demande l'organisation des élections anticipées dans 18 mois. « Le Président Martin Fayulu pense que pour l'intérêt de la nation, il faut que nous partions tout de suite aux élections anticipées pour se séparer toute de suite des élections truffées d'irrégularités. Et ces élections anticipées, le président Fayulu les veut d'ici à 18 mois », a affirmé l'un des communicateurs de Lamuka, Prince Epenge. Martin Fayulu, qui s'est toujours considéré comme « le vrai vainqueur » de la présidentielle de 2018, demande à l'Union africaine et à la communauté internationale de ne pas demeurer indéfiniment dans le déni. Avant d'organiser ces élections, Martin Fayulu pense que la réforme des institutions de la République est préalable.

Peter Kazadi à Martin Fayulu : « Nous venons des élections qui ont porté Felix Tshisekedi au pouvoir ». Pour Peter Kazadi, il n'y a pas de crise politique en RDC et le pays est plutôt engagé sur la voie de la démocratie. « Felix Tshisekedi est au pouvoir, il a été normalement élu, proclamé par la cour Constitutionnelle, à la suite des requêtes introduites par M. Fayulu. Donc on ne peut pas parler de crise de légitimité dans notre pays », a rétorqué l' élu de l'UDPS.

Des centaines de familles affluent en Ituri, à la suite des combats entre Fardc et ADF. Des centaines des familles en provenance de Beni au Nord-Kivu affluent ces derniers jours vers les localités avoisinantes, à cause des opérations militaires en cours dans cette zone. Ce mouvement est observé depuis lundi 4 novembre dans les localités de Biane, Ndalia, Luna Etat, Otmaber, Idou et Masisi dans la chefferie de Walese Vonkutu, indique le président de la société civile du territoire d'Irumu, Guly Gotabo. Selon lui, ces déplacés qui proviennent des villages de Oicha, Mbau, Mayi moya et Eringeti sont majoritairement constitués de femmes et d'enfants.

CPI : l'ex-chef de guerre congolais Ntaganda condamné à 30 ans de prison (juge). La Cour pénale internationale (CPI) a condamné jeudi 7 novembre l'ex-chef de guerre congolais Bosco Ntaganda à une peine de 30 ans de prison pour des crimes de guerre et contre l'humanité, la peine la plus lourde jamais prononcée par la juridiction basée à La Haye. Citant des "crimes multiples", dont l'esclavage sexuel et la persécution, le juge Robert Fremr a déclaré lors d'une audience que la peine imposée à M. Ntaganda "est ainsi fixée à 30 ans d'emprisonnement". C'est une peine cumulative de plusieurs autres peines. 24 années à passer derrière les barreaux pour Bosco Ntaganda. Aucune circonstance atténuante n'a été retenue par les juges de la Cpi. Ils ont estimé que les éléments constitutifs des crimes de guerre et crimes contre l'humanité dont Bosco est co-auteur indirect et auteur direct pour certains, sont d'une extrême gravité. D'abord, compte de tenu de la cruauté particulière et de la vulnérabilité des victimes. Selon les juges, dans leur exposé des motifs, le meurtre notamment de l'abbé Boniface Bwanalonga en présence de ses subalternes avait un caractère discriminatoire. Les attaques dirigées contre des localités de Mongwalu et Sayo, contre plusieurs civils suivies des pillages et viols systématiques des villages. Les stigmates que portent encore aujourd'hui les victimes des viols, traumatisme, troubles sexuels, tout cela ne peut nullement justifier une quelconque circonstance atténuante sollicitée. Détenu à la Cpi depuis mars 2013, les juges disent au condamné qu'il peut faire appel de la sentence endéans 30 jours.

Sud-Kivu : un mort et des blessés par balle à Bukavu. Une personne a été tuée par balle mercredi 6 novembre dans la soirée dans la commune d'Ibanda. Deux hommes armés de pistolets se sont introduits dans une boutique et ont tiré à bout portant sur un client qui était de passage. Dans le même quartier, deux hommes en armes ont aussi attaqué le domicile d'une femme cambiste bien connue dans le quartier. Ils ont emporté une somme d'argent importante en dollars et en francs congolais, mais dont le montant n'a pas été communiqué. Le même mercredi soir, dans la commune de Bagira, trois maisons ont été attaquées par des bandits au quartier Lumumba de l'avenue Lugamba. Ils ont emporté plusieurs biens des habitants et ont blessé une personne à coups de machettes. Avant de s'enfuir, ils ont tiré des coups de feu en l'air.

Lomami : une tête d'érosion menace de couper la Nationale 2. Une tête d'érosion dénommée « Jérusalem » progresse et risque ainsi de couper totalement cette route d'intérêt économique. Il craint les conséquences qui seront enregistrées si le trafic s'arrête, notamment la hausse de prix des produits manufacturés à Kabinda et la rareté de certaines denrées alimentaires à Mbuji-Mayi.

Uvira : l'armée et la MONUSCO repoussent une attaque à Mikenge, dans les hauts plateaux du territoire de Mwenga (Sud-Kivu). D'après le chef de bureau de la Monusco au Sud-Kivu et au Maniema, Karna Soro, les assaillants avaient profité d'un petit brouillard de cette région montagneuse tôt à l'aube, pour lancer leur assaut sur le site des déplacés [près de 3 000 déplacés campent sur cette base]. Il pense que le pire a été évité par l'action concertée Fardc-Monusco.

Jeux-Francophonie 2021 : la RDC en possession du cahier des charges. Conformément aux Statuts du CIJF et Règles des Jeux de la Francophonie, le cahier des charges des IXes Jeux de la Francophonie -RDC/Kinshasa 2021 a été signé à l'occasion de la Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF) le jeudi 31 octobre à Monaco par le CIJF et le Comité national des Jeux de la Francophonie (CNJF). La cérémonie marquait le démarrage officiel des préparatifs de ces IXes Jeux.

Beni : attaque du centre de santé de Ngoyo par les Maï-Maï. « Nous voudrions dénoncer par les termes les plus forts cette attaque contre la structure médicale de Ngoyo, dans la zone de santé de Mabalako proche de Magina. Et cela, juste parce que, pour les auteurs de ce forfait, ce centre est en train de coopérer efficacement avec l'équipe de la riposte, donc il faut décourager ses interventions », a regretté Omar Kavota avant de poursuivre : « Nous pensons que, tous nous sommes conscients que, on vient d'enregistrer des nouveaux cas de la maladie à virus Ebola à Beni. A Mabalako, il y a toujours des nouveaux cas qui sont en train d'être enregistrés. Bref, si on ne prend pas le taureau par ses cornes, nous risquons aujourd'hui de retourner dans cette case de départ, où on a enregistré la résistance communautaire et la résistance armée. Alors, il faut mettre fin à toute cette anarchie parce que l'armée est engagée à en finir avec les groupes terroristes et les groupes alliés qui servent de béquille à ces terroristes. »

« **Le nouveau code minier renforce l'autorité de l'Etat congolais** » (Ministre). Le nouveau code minier est le quatrième pour la RDC. Sa campagne intervient près de 20 mois après sa promulgation, le 9 mars 2018. Ce nouveau code minier prévoit plusieurs innovations. A titre d'exemple : la hausse de la fiscalité : les minerais stratégiques tel que le cobalt et le coltan passe de 2 à 10% ; une plus grande « mainmise » de l'Etat congolais sur le secteur à travers entre autres, le relèvement de la quotité de la participation de l'Etat dans le capital social de l'entreprise de 5 à 10% ; la participation requise d'au moins 10% des personnes physiques de nationalité congolaise lors de la création d'une société minière ; la loi minière révisée oblige les sociétés minières à contribuer au financement des projets de développement communautaire. Toutes ces nouvelles dispositions doivent être vulgarisées pendant cette campagne lancée par le ministère des Mines.

Condamnation de Bosco Ntaganda à la CPI : l'ONG Justice Plus satisfaite, l'UPC déçue. Après l'arrêt de la Cour pénale internationale condamnant Bosco Ntaganda à 30 ans de prison pour crime de guerre et crime contre l'humanité, des réactions se font enregistrer en Ituri, la province congolaise où ces crimes avaient été entre 2002 et 2003. L'Organisation de défense des droits de l'homme « Justice-Plus », par exemple, qui suivait de près ce procès, parle d'une victoire pour des milliers des victimes qui attendent la réparation. De son côté, l'Union des patriotes congolais (UPC), un ancien groupe armé dont Bosco Ntaganda était membre, a affirmé sa déception. L'ancien chef de guerre Bosco Ntaganda, alias « Terminator », est condamné comme auteur et co-auteur de dix-huit chefs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité qu'il avait commis dans quarante-neuf localités du territoire de Djugu et Irumu en Ituri.

Affaire Dolly Makambo : la Haute Cour militaire rejette la récusation des juges. La Haute Cour militaire (HCM) a décidé de poursuivre le ministre de l'intérieur de Kinshasa, Dolly Makambo, et son chauffeur Serge Kamanda dans l'affaire du meurtre de l'administrateur du centre hospitalier Vijana. Dans son arrêt rendu ce jeudi 7 novembre, la HCM a rejeté les requêtes des parties prévenues, qui avaient récusé toute la composition.

Kinshasa : l'inauguration du Musée national renvoyée au 23 novembre. Les raisons du report n'ont pas été communiquées. Ce musée est le fruit de relations de coopération entre Kinshasa et Seoul. Le coût global des travaux se chiffre à 21 millions USD, financés par gouvernement sud-coréen à travers son Agence de coopération internationale (KOICA). Le Musée national est situé sur le boulevard Triomphal, à côté de la Cathédrale du Centenaire protestant. Il est adapté au climat de la ville et à l'environnement. Ce nouveau haut lieu de la culture comprend plusieurs salles : celle d'exposition, de stockage, de conférences et la cafétéria. Douze mille objets d'art antique y seront exposés. Le bâtiment offre aussi des espaces pour diverses manifestations culturelles et scientifiques.

Lubumbashi : la Coopération technique allemande sensibilise les employés du secteur minier à l'épargne. La Coopération technique allemande (GIZ) a lancé mercredi 6 novembre à Lubumbashi la promotion de la finance inclusive. Il s'agit d'un projet dont l'objectif est de donner une éducation financière à ceux qui travaillent notamment dans le secteur minier pour leur permettre de bien gérer leur revenu et de s'assurer ainsi des lendemains meilleurs. Les organisateurs affirment que la plupart de ceux qui travaillent dans le secteur minier, surtout les creuseurs artisanaux, gèrent mal leur revenu ; faute d'une bonne éducation financière. Ce projet concerne cinq provinces minières notamment le Haut-Katanga, le Lualaba, le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et le Haut-Uélé.

Vendredi 8 novembre.

Assemblée nationale : les deux ailes de l'AFDC-A perturbent la plénière. Ils ont pris d'assaut le perchoir de la salle de congrès perturbant ainsi le début de la plénière. C'est dans une forte tension frôlant la bagarre que les députés du regroupement AFDC-A ont pu obtenir la parole par motion incidentielle pour dénoncer la « complicité » du bureau de l'Assemblée nationale dans le dédoublement de leur parti politique. « Nous avons voulu bien nous défendre en plénière. Parce que le bureau a consacré et travaille de connivence avec les dissidents qui sont identifiés sous AFDC-A/FCC. Le FCC était une plateforme électorale qui n'a pas de personnalité juridique. Et nous, nous avons été élus sous le label AFDC-A. nous allons nous prendre en charge en plénière », promet Adèle Zainda, présidente du groupe parlementaire AFDC-A. La question du dédoublement de ce regroupement politique a été envoyée en commission Politique, défense et sécurité, tel qu'envisagé déjà par la conférence des présidents. La proposition a été adoptée par la plénière après débat.

Enseignement : le plan d'action opérationnel de la province éducationnelle du Kasai-Central 1 validé. La province éducationnelle Kasai-Central I a validé, depuis quelques jours, son plan d'action opérationnelle 2020. Ce plan est élaboré chaque année par les responsables de l'éducation et de l'enseignement et permet de planifier et de suivre toutes les activités à mener au cours de l'année conformément à la stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation.

Mbuji-Mayi : les prestataires de santé impayés depuis 3 mois. D'après un des syndicalistes qui a requis l'anonymat, la confusion entretenue concerne plus de 700 prestataires de santé. Selon ce dernier, certains agents n'ont pas reçu le message de la banque dans leur compte pepere mobile, mais se sont présentés au guichet sans voir leurs noms sur les listings de paie. Pour d'autres en revanche, les noms figurent sur les listings, mais n'ont droit qu'au salaire, et non à la prime de risque ou l'inverse. D'autres ont touché la paie du premier trimestre, mais ne retrouvent plus leurs noms sur aucun listing de paie.

Kasaï-central : reprise des travaux de l'assemblée provinciale après 3 semaines de suspension. Les élus provinciaux ont levé cette mesure le même jeudi à Kananga au cours d'une plénière à huis-clos à la suite des promesses du gouvernement central. Devant la presse, le rapporteur de cet organe délibérant, Joseph Kalamba, a assuré que l'arrêt de travail observé n'aura pas d'incidence négative sur le calendrier de cette session budgétaire. Ces élus provinciaux avaient suspendu leurs travaux pour réclamer entre autres, le paiement de leurs émoluments.

Le premier forum national de la formation professionnelle prévu du 5 au 7 décembre à Kinshasa. Selon le ministre de la Formation professionnelle, arts et métiers John Ntumba, lors de ce forum, les participants feront un état des lieux des structures et filières de formation professionnelle existantes à travers le pays. « Il y a une grande mission de cadrage qui est programmé avec l'UNESCO qui va avoir lieu très bientôt. Et cette mission va nous permettre d'aller davantage en profondeur et non seulement connaître combien des centres qu'il y a et où ça se trouve, ça va nous ressortir des opportunités de filières pour dire que si vous allez mettre le centre par exemple à Kabeya Kamwanga, voilà les filières qu'il faut développer », a déclaré le ministre Ntumba lors de la conférence de presse tenue jeudi 7 novembre à Kinshasa.

Le ministre Matembo Toto pour la création d'un équilibre entre le monde urbain et le monde rural. « Il y a nécessité de créer un bon équilibre de l'espace territorial congolais entre le monde urbain et le monde rural par l'aménagement du territoire », a recommandé jeudi 7 novembre, le ministre de l'Aménagement du territoire, Aggée Aje Matembo Toto. Au cours d'un dîner-débat organisé à Kinshasa avec l'appui du PNUD à l'intention des experts des institutions et structures étatiques, le ministre Aggée Aje Matembo a fait part de sa détermination à faire aboutir le processus de la réforme de l'aménagement du territoire dans lequel s'est engagé le pays depuis 2015. La réforme de l'aménagement du territoire consiste, entre autres, à doter ce secteur d'une politique nationale, d'une loi-cadre, d'un schéma national, des plans provinciaux et des plans locaux.

CPI : « La condamnation de Ntaganda devrait concerner aussi les commanditaires des faits lui reprochés » L'analyste Fidèle Bafilemba estime que le condamné Bosco Ntaganda a joué un rôle important dans d'autres crimes de guerre et crimes économiques commis au Nord-Kivu, entre 2007 et 2012. Des crimes pour lesquels aucune poursuite n'a été engagée jusqu'ici. Pour lui, en effet, cette condamnation devrait concerner aussi tous les commanditaires des faits reprochés à Ntaganda.

Tshopo : la cimenterie de Maiko bientôt opérationnelle à Kisangani. Une firme chinoise s'engage à finaliser le projet cimenterie de Maiko à Kisangani. Il s'agit de l'entreprise Jiangsu Hengyua International Engineering spécialisée dans la production du ciment et installation des usines dans le domaine de l'Industrie. Sans donner la date du démarrage de ces travaux, le ministre de l'industrie, Julien Paluku, pense ce projet sera opérationnel incessamment.

Tanganyika : chasse aux trafiquants de chanvre par l'armée à Kalemie. Les forces de sécurité procèdent depuis quelques jours à une vaste opération de traque des vendeurs de chanvre à Kalemie, province du Tanganyika. La traque effectuée mercredi par des militaires a ciblé plusieurs points chauds de la ville : Air Tanganyika, 4 Coins, Marché Katanga-Kivu, Kamko, Mateo, Jumbo, Kabalo, Regeza. Une cinquantaine des trafiquants de chanvre dont en majorité des femmes ont été arrêtés par les forces de l'ordre. Cette opération a également permis de démanteler un réseau dirigé par Ponda Bangi.

Tanganyika : les chefs coutumiers se lancent dans la sensibilisation à la cohabitation pacifique. Les chefs coutumiers de la province du Tanganyika s'engagent à accompagner le gouvernement provincial dans ses efforts de sensibilisation à la reddition des groupes armés et à la cohabitation pacifique entre les communautés. A ce sujet, 4 chefs coutumiers s'apprentent à quitter la ville de Kalemie en compagnie de ceux des leaders des groupes armés qui ont choisi de se rendre. Ces chefs traditionnels ont pour mission de sensibiliser les groupes réfractaires.

La BAD attend de la RDC des ambitieuses réformes, selon Freddy Matungulu. « Les reformes notamment liés à l'environnement des affaires, les reformes dans le secteur notamment des finances publiques, tout ce qui aidera à renforcer la mobilisation des ressources. Comment est-ce que le système peut fonctionner mieux pour qu'il soit un facteur de promotion plutôt de contrainte », a indiqué Freddy Matungulu. Pendant trois jours, l'administrateur de la BAD et les

autorités congolaises ont échangé sur le portefeuille des projets de développement de la RDC qui devraient recevoir l'appui financier et technique de cette banque africaine. D'après Freddy Matungulu, sa structure est en attente d'un document de plan national stratégique de développement pour permettre la réalisation de ces objectifs dont certains sont en voie d'une mise en œuvre imminente. Il s'agit en effet d'un portefeuille des projets de la RDC dont le montant est estimé à près de 1,5 milliards USD. « Le projet entrepreneuriat jeunes dans l'agriculture qui bénéficie d'un appui financier de 56 millions USD. Un projet prioritaire de sécurité aérienne pour 104 millions USD. La réhabilitation de la route nationale entre Kinshasa-Kikwit pour 70 USD », a expliqué Freddy Matungulu. Il existe également des grands projets d'envergure à portée continentale à savoir Inga 3 et la route-rail Kinshasa-Brazzaville, dont les discussions et les études sont en cours entre les autorités congolaises et les différents partenaires, dont la BAD, pour leur mise en œuvre.

Ituri : nouveaux déplacements des habitants de Lwemba vers Biakato par peur des attaques des Mai- Mai. Un mouvement de la population en majorité des femmes et des enfants s'observe depuis jeudi 7 novembre dans la localité de Lwemba, situé à 55 km de Mambasa centre vers Biakato, Alima et la forêt de Teturi. Des familles se dirigent vers Biakato et sa périphérie par crainte de l'insécurité dans leurs milieux provoquée par des rebelles Mai- Mai. « Tout est parti du message des membres du comité locale de sécurité demandant à la population d'accepter le retour des humanitaires parmi lesquels figure l'équipe de la riposte contre la maladie à virus d'Ebola. ». La population craint que la présence de ces humanitaires les expose aux attaques des Mai-Mai.

Beni : plusieurs positions des ADF récupérées par l'armée. Des rebelles ADF sont passés sous contrôle des FARDC à Beni, après des fortes offensives et pilonnage stratégiques. Il s'agit des positions des ADF dans les périphéries du parc national de Virunga, notamment Kadowu, Vemba, Kididiwe, Malolu, des localités situées dans la partie dite "triangle de la mort." Les objectifs assignés par l'armée pour ces offensives sont notamment de restaurer l'autorité de l'Etat dans cette région qui a subi une série de massacres depuis 2014.

Beni : les habitants de Rwenzori interdits de se rendre au-delà des lignes de fronts. Le bourgmestre de la commune de Rwenzori (dans la ville de Beni), Aloïs Bwarara, a interdit à ses administrés de se rendre au-delà des lignes des fronts. Cette décision a été prise après le lancement des offensives militaires contre les groupes armés qui écument la région.

Beni : la protection des civiles au menu des échanges entre la Monusco et les acteurs étatiques. Une cinquantaine des personnes membres des associations des jeunes, leaders communautaires, acteurs de la société civile et acteurs étatiques de la commune de Rwenzori ont échangé jeudi 7 novembre avec la section des affaires civiles de la Monusco/Beni, sur l'amélioration de la collaboration entre les membres de la communauté et les acteurs étatiques dans la protection des civiles.

Butembo : 230 accidents de route enregistrés en septembre (CNPR). La Commission Nationale pour la Prévention Routière (CNPR)- Butembo, qui avance ces chiffres, justifie cette situation par le non-respect du nouveau code de la route par les usagers. « De Janvier à Juin 2019, nous avons enregistré dans l'ensemble 250 cas d'accident. En juillet 2019, nous avons connu une diminution de 50 cas, soit 200 et 190 accidents en août dernier. Mais ce qui est grave, au mois de septembre qu'on enregistre 230 cas d'accidents », a fait remarquer M. Kasereka avant d'annoncer que son institution procèdera incessamment à une série des recyclages avec les représentants de toutes les couches sociales utilisant la voie publique à Butembo.

Haut-Lomami : les députés provinciaux destituent le gouverneur Lenge. Sur 24 députés provinciaux votants, 22 ont voté pour et 2 ont voté contre sa destitution. Les initiateurs de la motion reprochent à Marcel Lenge la mauvaise gestion de la province et le non-respect de l'assemblée provinciale. Les députés qui ont soutenu la motion se disent par ailleurs en insécurité; car la maison de l'auteur de la motion, Samuel Yumba, a été incendiée dans la nuit de jeudi à vendredi.

CPI: Bosco Ntaganda fait appel de sa condamnation à 30 ans. Surnommé "Terminator", Ntaganda a écopé jeudi de la peine la plus lourde jamais prononcée par la juridiction basée à La Haye après avoir été reconnu coupable en juillet de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis en RDC au début des années 2000. "La défense de Bosco Ntaganda entend faire appel du jugement relatif à la peine et un avis d'appel sera déposé dans un délai de 30 jours conformément à la réglementation en vigueur", a déclaré dans un communiqué son avocat, Stéphane Bourgon, évoquant des "erreurs importantes de droit et de fait". "Bosco Ntaganda va bien et reste fort. Il est en paix avec lui-même", a-t-il précisé.

Le Premier ministre dépose le projet de budget 2020 à l'Assemblée nationale. Ce budget, évalué à 10 milliards de dollars américains, tient compte de toutes les priorités du programme du gouvernement présenté et défendu en septembre dernier lors de son investiture. Le projet du budget 2020 comporte plusieurs innovations qui seront dévoilées au cours de la

plénière de l'Assemblée nationale, a précisé le Premier ministre au sortir de l'audience lui accordée par Jeannine Mabunda, présidente de la chambre basse du Parlement.

Affaire Dolly Makambo : la Haute Cour militaire recourt à l'expertise de compagnies cellulaires. La démarche de la Haute Cour militaire consiste à savoir comment était géré le temps ainsi que les échanges téléphoniques des prévenus avec le ministre provincial Makambo. La Cour veut obtenir des détails sur les heures de rencontre sur le lieu du crime mercredi 30 octobre, combien de fois ont-ils fréquenté ce site, qui a téléphoné à qui et par quel réseau. Aussi, la Cour a-t-elle décidé de requérir l'expertise de compagnies cellulaires pour l'éclairer davantage, en vérifiant la prise en charge téléphonique dans un temps voisin supposé suspect.

Samedi 9 novembre.

Le sommet RDC-Ouganda s'ouvre ce samedi à Kampala Le Chef de l'Etat congolais, Félix Tshisekedi Tshilombo, est attendu ce samedi 9 novembre à Kampala, où doit s'ouvrir le sommet entre la RDC et l'Ouganda. Les travaux préparatoires se sont poursuivis la veille entre les experts de deux pays. Ils ont discuté sur des points de divergence entre la RDC et l'Ouganda dans les secteurs sécuritaire et économique.

Ebola en RDC : l'OMS constate une fluctuation quotidienne notable des cas. Quinze cas confirmés d'Ebola ont été signalés au cours de la semaine du 30 octobre au 5 novembre dans les provinces du Nord-Kivu et d'Ituri, a indiqué l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Ces signaux encourageants confirment une tendance à la baisse observée au cours des trois dernières semaines (16 octobre - 5 novembre) quand 54 cas confirmés ont été signalés dans sept zones sanitaires actives des provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. L'épidémie d'Ebola en cours en RDC a fait 2191 morts. Si la tendance à la baisse est encourageante, l'OMS insiste également sur les défis supplémentaires à l'intervention, notamment en raison d'une « situation sécuritaire extrêmement instable », comme en témoigne le meurtre cette semaine dans l'aire de santé de Lwemba, d'un agent de santé communautaire et animateur de radio. Des actes de violence « inacceptables » contre les personnes impliquées dans la riposte qui compromettent la capacité des agents de santé à aider les communautés affectées par les effets dévastateurs d'Ebola. L'autre difficulté relevée par l'OMS concerne l'accès à certaines régions éloignées, les retards dans les échanges avec la collectivité, entraînant ainsi de la méfiance et des malentendus, et la possibilité que les cas ne soient pas signalés à temps. Pour l'agence onusienne, dans de tels environnements, « les risques de résurgence restent très élevés », de même que les risques de redistribution de l'épidémie, les cas se déplaçant hors des zones sensibles pour se faire soigner ou pour d'autres raisons.

Félix Tshisekedi : « Le rêve est possible en RDC ». « Nous avons fait de la justice un des piliers pour instaurer un Etat de droit et développer notre pays. Lorsque j'écoutais l'intervenant précédant qui vient de Singapour, je me suis dit qu'il y a 50 ans, la situation du Singapour était à plusieurs aspects semblable à la RDC. Si Singapour est devenu aujourd'hui un pays développé, sans avoir toutes les potentialités que la RDC possède, ça veut dire que le rêve est possible en RDC. Et moi j'y crois. C'est pourquoi je me suis investi dans la restauration des valeurs : des valeurs de la justice, de paix et d'amour. Car sans cela, il est impossible d'arriver au développement », a affirmé Félix Tshisekedi.

ONU : la représentante spéciale du secrétaire général sur la violence sexuelle se félicite de la condamnation de Ntaganda. La représentante spéciale du secrétaire général sur la violence sexuelle dans les conflits, Mme Pramila Patten, se félicite que Bosco Ntaganda ait été condamné par la Cour pénale internationale (CPI) à une peine historique de 30 ans pour 18 chefs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, y compris le meurtre, le viol, l'esclavage sexuel et la conscription et l'enrôlement d'enfants. Pour Mme Pramila Patten, tout en notant que Ntaganda a déjà manifesté son intention de faire appel, elle considère cette phase comme une étape importante dans la responsabilisation des victimes dont la vie a été brisée par des actes de violence sexuelle liés au conflit.

USAID annonce une assistance humanitaire supplémentaire de 56 millions USD pour contenir Ebola. Cela porte le financement total de l'USAID pour les efforts de lutte contre Ebola à plus de 266 millions USD depuis le début de l'épidémie en août 2018. Ce financement comprend également un soutien aux activités de préparation régionales en RDC et dans les pays voisins, en plus des contributions de ministères et organismes fédéraux américains et le secteur privé américain. « Grâce à ce financement, les États-Unis continuent de fournir une assistance vitale par l'intermédiaire de partenaires sur le terrain, notamment des activités de prévention et de lutte contre les infections dans les établissements de santé, une surveillance renforcée de la maladie, une formation du personnel soignant, un engagement communautaire, la promotion de sépultures sûres et dignes, et de la nourriture pour soutenir les personnes et les communautés touchées par le virus Ebola », note le communiqué.

Félix Tshisekedi annonce la création des Agences pour l'amélioration du climat des affaires et la transition écologique. « Concernant l'affirmation du leadership de la RDC dans le domaine de l'environnement, le Président de la République a annoncé la création d'une Agence de transition écologique. Elle permettra de mettre en œuvre de manière optimale nos potentialités dans ce secteur. Le Ministre de l'Environnement a été invité à s'y impliquer, en s'inspirant des expériences des autres pays dans ce domaine », a rapporté M. Makelele qui lisait le compte rendu du Conseil. Pour ce qui est des modalités de collaboration entre les membres du gouvernement, Félix Tshisekedi les a invités à travailler de manière collégiale en évitant tout acte ou comportement contraire au principe de solidarité gouvernementale. Le Chef de l'Etat a rappelé les recommandations qu'il a faites lors de la 8ème réunion du Conseil des ministres selon lesquelles, lorsqu'on entre au Gouvernement, on n'a pas de couleurs politiques.

Kasaï-central : affectation de deux juges au Tribunal de grande instance de Tshimbulu, 3 ans après. « Je me réjouis personnellement parce que ça fait à peu près trois ans que le tribunal de grande instance de Tshimbulu n'a jamais fonctionné suite aux événements que vous connaissez, au phénomène Kamuina Nsapu. Le tribunal n'a pas pu fonctionner. Il se trouve que dans l'entre-temps, la population vit dans l'insécurité judiciaire. L'avantage que nous avons est que l'un des juges est déjà ici à Kananga. Il pourra se déployer dans quelques jours pour atteindre Tshimbulu afin que le tribunal puisse reprendre ses activités normales », s'est réjoui Jean Badibanga, le premier président de la Cour d'appel du Kasaï-Central.

Sommet Ouganda-RDC : Kampala encourage Kinshasa dans la traque des groupes armés. Le Président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo est arrivé ce samedi 9 novembre à Entebbe en Ouganda pour une visite d'État de 2 jours. Selon les sources diplomatiques locales, le Président Yoweri Kaguta Museveni va solliciter auprès de son homologue congolais l'autorisation de construire des routes intérieures modernes devant relier Bunagana-Goma et Beni-Kasindi, longues chacune, de près de 100 km en vue de faciliter le commerce transfrontalier entre la RDC et l'Ouganda. Plusieurs autres projets tel que l'électrification de la ville de Aru sont envisagés. Bien avant cette visite d'État, Kampala a accueilli un forum économique réunissant les opérateurs économiques de la RDC et de l'Ouganda.

L'ONG ISCO installe des Clubs anti Konzo au Kwango. Willy Bitwisila, représentant de l'ONG ISCO en RDC rappelle aux habitants des villages ciblés que la maladie Konzo doit être rapidement éradiquée. Et l'implication de tous dans cette sensibilisation est un atout majeur. Ce projet de lutte contre le Konzo, lancé par ISCO et financé par l'Union européenne est essentiellement préventif. Il vise à faire asseoir les mécanismes qui vont changer les habitudes alimentaires, premières causes de cette maladie. Chaque club anti Konzo regroupe au moins 30 ménages. Ils sont dirigés par des femmes. Selon Willy Bitwisila, le choix des femmes à la tête de ces clubs s'explique par le fait que ces dernières sont au centre de toute activité culinaire et donc sont actrices du changement du régime alimentaire.

Dimanche 10 novembre.

Nord-Kivu : la société minière Alpha Bise va booster le développement de Walikale. L'exploitation industrielle de la société minière Alpha Bise mining va permettre non seulement le développement du territoire de Walikale où se trouve la mine mais elle va aussi booster le développement de toute la province, a affirmé samedi 9 novembre le ministre provincial des Mines, David Kamuha. La société minière Alpha Bisie est opérationnelle au Nord-Kivu il y a cinq mois. Elle est spécialisée dans l'exploitation industrielle du minerai d'étain. Cette entreprise permet à la province de commencer le processus qui va de l'artisanat à l'industrialisation de ses mines. Depuis le début de l'exploitation industrielle, il y a 5 mois, la société Alpha Bisie Mining a déjà versé dans les caisses de l'Etat environs 1 500 000 USD, à partir du secteur des Wanyanga dans le Walikale jusqu'aux taxes nationales en passant par celles versées à la province.

La RDC et l'Ouganda conviennent de travailler « en étroite collaboration » pour s'attaquer aux forces négatives et autres groupes armés actifs dans la région et dans l'Est de la RDC. Cette résolution est contenue dans le communiqué conjoint signé samedi 9 novembre à Entebbe (Ouganda), à l'occasion de la visite du Président de la RDC, Félix Tshisekedi en Ouganda. Yoweri Museveni et Félix Tshisekedi ont aussi souligné la nécessité d'accroître les échanges et les investissements entre les deux pays. Ils ont noté avec préoccupations les nombreuses mesures restrictives pour le commerce et les goulets d'étranglements liés aux infrastructures, qui entraînent une augmentation du coût des transactions dans la région. Félix Tshisekedi et Yoweri Museveni ont convenu d'entreprendre le développement conjoint des réseaux clés suivants dans les 24 mois : la route Mpondwe-Beni (977 km), la route Goli-Bunia (181 km) et la route Bunagana-Rutshuru (24 km).

Butembo : les communicateurs dans la riposte contre Ebola déclenchent une grève partielle. Les agents de la riposte et membres des noyaux de la sous-communication de risque et engagement communautaire de douze zones de santé et ceux de

la sous-coordination stratégique de Butembo (Nord-Kivu) dans la lutte contre Ebola, ont déclenché, samedi 9 novembre, une grève partielle de trois jours. Ils réclament le paiement de leur salaire de trois mois impayés. Le vice-président de la coordination provinciale de la société civile du Nord-Kivu, Edgar Mateso, demande au gouvernement congolais de régler cette question le plus tôt possible pour épargner la population des conséquences.

Nord-Kivu : les FARDC neutralisent Juvénal Nsabimana, un chef rebelle FDLR. Il s'agit de Nsabimana Juvénal, connu sous le nom du général Jean Michel Africa. Selon le porte-parole de la 34^e région militaire, le major Guillaume Njike, qui donne cette information, ce chef rebelle a été tué avec certains de ces hommes.

Beni : 25 rebelles ADF et 6 militaires congolais tués dans des opérations contre les groupes armés. Le major Mak Hazukayi a ajouté qu'une autre vingtaine de soldats ont été blessés, et plusieurs positions des ADF ont été récupérées. Les autres positions des ADF récupérées par l'armée sont : Kadowu ; Kididiwe ; Vemba ; PK47 Malolu. Mak Hazukayi a aussi félicité la population de cette zone pour le soutien et leur collaboration avec les militaires.

Le ministre José Mpanda invite les chercheurs à une production scientifique efficiente. « Point n'est besoin de souligner que la science, la technologie et les innovations sont les moteurs par excellence du développement durable. C'est pourquoi j'en appelle à la conscience collective pour chacun pour faire rayonner ce secteur essentiel de la vie nationale », a souhaité le ministre de la Recherche scientifique et Innovation technologique. La journée de la science 2019 est placée sous le thème « la science ouverte, ne laissez personne pour compte ». Elle a pour objectif de sensibiliser l'opinion publique à l'importance de la science et de combler le fossé entre la société et la science.

Lundi 11 novembre.

Félix Tshisekedi à Paris pour participer au Forum de Paris sur la paix. Félix Tshisekedi, Président de la RDC, le secrétaire général des Nations Unies António Guterres, Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne, Wang Qishan, vice-président de la République populaire de Chine et Emmanuel Macron, Président de la République française prendront parole le mardi 12 novembre, lors de la Cérémonie d'ouverture. Le Forum de Paris sur la Paix est un événement annuel rassemblant tous les acteurs de la gouvernance mondiale lancé à l'initiative du président Emmanuel Macron. Il a été créé pour rassembler tous ceux, États et société civile, qui croient dans l'action collective, le multilatéralisme et la bonne régulation des biens publics mondiaux pour relever les défis communs et maintenir la paix.

Butembo : 46 personnes arrêtées par les FARDC, dans la zone des combats, en chefferie des Bashu (Beni), précisément vers le parc national de Virunga. Ces personnes sont arrêtées pour des raisons d'enquête.

Effigies de Tshisekedi et Kabila brûlées : Kabund suspend les discussions avec le FCC, Mwilanya appelle à l'apaisement. Il a pris cette décision après que les personnes, présentées comme des militants du PPRD, ont brûlé l'effigie du Président Félix Tshisekedi à Kolwezi (Lualaba). « Brûler l'effigie du chef de l'Etat dont la personne est inviolable sous la barbe du gouverneur, des responsables de l'ANR et de la police est inacceptable. Par conséquent, Nous avons (CACH) arrêté toutes discussions avec le FCC, jusqu'à ce que les responsabilités soient établies », a indiqué Jean-Marc Kabund. Néhémie Mwilanya, coordonnateur du FCC appelle à l'apaisement et au sens élevé de responsabilité de tous les répondants de la coalition. Des militants présentés comme ceux du PPRD ont brûlé les effigies du Président Félix Tshisekedi. Ils ont agi en représailles. La veille, les effigies de l'ancien Président Joseph Kabila ont été brûlées par des militants présentés comme ceux de l'UDPS.

Nord-Kivu : un nouveau cas d'Ebola confirmé et un décès à Mabalako. Les statistiques publiées ce lundi 11 novembre par le secrétariat multisectoriel de la riposte contre Ebola renseigne qu'un nouveau cas a été confirmé à Mabalako. Un décès a aussi été enregistré dans le même centre de santé. Le cumul des cas depuis le début de l'épidémie est de 3.287, dont 3.169 confirmés et 118 probables pour un total de 2.193 décès et 1064 personnes guéries.

Pour André Lite, « brûler les effigies de Joseph Kabila et Félix Tshisekedi constitue un frein au processus démocratique » Les actes posés par certains militants de l'UDPS et du PPRD qui ont brûlé les effigies du président Tshisekedi et du président honoraire Joseph Kabila à Kinshasa, Kolwezi et Kasumbalesa constituent un frein au processus démocratique en cours en RDC, affirme André Lite, ministre des Droits humains. Il l'a déclaré au cours d'une conférence de presse organisée dimanche 10 novembre à Kinshasa. Pour lui, ce sont des actes d'intolérances politiques. Il appelle à la cessation immédiate de ces pratiques et promet des poursuites contre les personnes impliquées dans ces actes de sabotage.

Sud-Kivu : au moins 1500 personnes manquent à manger à Minembwe. Les déplacés venus de Kamombo affirment qu'ils n'ont pas été servis lors de la distribution de l'aide humanitaire. Ils vivent dans des familles d'accueil à Minembwe-centre. L'accessibilité est encore difficile pour acheminer l'assistance humanitaire aux déplacés de Minembwe dans les hauts plateaux en territoire de Fizi et de Mwenga. La délégation humanitaire explique qu'elle ne pourrait pas répondre à tous les besoins de ces déplacés. Pour l'instant, tous les efforts sont focalisés sur la re-vérification des chiffres des personnes déplacés et l'accélération des travaux de route sur « les points critiques ». Ces points critiques s'étendent sur 65 kms.

Floribert Anzuluni, co-fondateur de Filimbi appelle la jeunesse congolaise à l'unité afin de combattre les antivaleurs. «Aujourd'hui, nous devons rester unis. Que nous soyons de l'Est de l'Ouest, nous devons rester unis (...) Nous ne devons pas tomber dans ce piège qui tente de nous faire croire que lorsque nous critiquons les autorités actuelles, lorsque nous critiquons Felix Tshisekedi par exemple, nous devenons directement anti-baluba, anti UDPS. Cette stratégie est montée de toutes pièces par des personnes qui ont réussi malheureusement jusque-là à nous fragiliser en nous divisant quelque peu mais nous devons combattre cette division-là, parce que l'objectif est le même, nous voulons tous que la situation change, que les conditions de vie soient améliorées », a lancé Floribert Anzuluni.

Beni : 18 PVV meurent par manque du personnel soignant, durant la période allant de juin à novembre 2019. Ces chiffres ont été publiés par Esther Hodari Bavugho de l'Union congolaises de personnes vivantes avec VIH/Sida. Cette dernière accuse ces professionnels de la santé de les abandonner pour les postes dans la riposte contre la maladie à virus Ebola.

Des jeunes attaquent un centre de traitement d'Ebola à Mambasa. Selon l'Organisation de défense des droits de l'homme, Convention pour le développement des peuples forestiers, ces "malfrats" voulaient brûler un véhicule de l'équipe de la riposte à la maladie à virus Ebola. Des policiers sont intervenus pour les empêcher de commettre ce forfait, en tirant plusieurs coups de feu à l'air. Une enquête a été ouverte par la police afin de retrouver les auteurs de ces "actes inciviques".

Butembo : 18 armes et 1500 munitions récupérées auprès de la population, depuis juillet dernier, a indiqué lundi 11 novembre le groupe de pression « parlement debout de Fourou ». Ce groupe faisait ainsi le bilan de son opération « une arme contre vingt tôles », menée dans cette ville du Nord-Kivu. Cette opération, qui a pour but de lutter contre l'insécurité dans cette ville, selon la même source, est financée par des notables de Butembo.

L'UNADE condamne la destruction des effigies du chef de l'Etat. L'Union des nationalistes pour la démocratie et le développement (UNADE), parti politique allié de l'UDPS, a condamné les pratiques consistant à brûler les effigies du chef de l'Etat observées samedi 9 novembre à Kolwezi (Lualaba). Ce parti soutient et adhère à la position du CACH sur la suspension immédiate de toutes discussions avec le FCC, jusqu'à ce que les responsabilités soient établies.

Le sénateur Tshikez Diemu appelle la coalition FCC-CACH à la paix. En effet, un groupe de jeunes avait vandalisé une affiche de Joseph Kabila, ancien président de la RDC. En représailles, des effigies du chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, avaient aussi été brûlées par les militants du PPRD, le parti de Joseph Kabila. Au regard de la forte tension tribale observée dans le Lualaba, le sénateur membre du FCC invite les leaders politiques des deux camps à éduquer leurs militants et que les coupables soient sanctionnés, conformément à la loi. Tshikez Diemu estime que personne de la coalition FCC-CACH ne gagne en sabotant les effigies des leaders de la coalition au pouvoir.

Lualaba : le calme revient après des actes d'intolérance politique à Kolwezi Le calme est revenu lundi 11 novembre à Kolwezi dans la province du Lualaba après les actes d'intolérances politiques enregistrés le week-end dernier entre les partisans de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) et ceux du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD). Selon le gouverneur de province, Richard Muyej, les deux partis membres de la coalition au pouvoir ont promis de ne plus retomber dans ces genres de travers. Le gouverneur Muyej dit espérer que les leaders de ces deux partis vont transmettre l'esprit de tolérance à leurs militants à la base « pour éviter que pareille attitude ne se reproduise sur la place publique et en dehors de la place publique. »

Kisangani : une entreprise chinoise veut relancer de la cimenterie de Maiko. En séjour à Kisangani depuis samedi 9 novembre, une délégation mixte prospecte le site de matières premières en vue de la relance des activités de la cimenterie de Maiko. La délégation est composée du ministère de l'Industrie, représenté par sa conseillère, Justine Mbombo, et du chargé de production de l'entreprise chinoise Yang Engow Engineering. « Si les études s'avèrent concluantes, ce projet ne tardera

pas à être matérialisé », a-t-elle estimé. Le chargé de production de l'entreprise chinoise, pour sa part, dit vouloir débiter les travaux d'installation de l'usine le plus tôt possible, précisément en janvier 2020.

Mardi 12 novembre.

Paris : Félix Tshisekedi annonce la signature imminente de l'accord pour la construction du port de Banana. Le chef de l'Etat congolais s'est adressé lundi 11 novembre pendant une demi-heure aux Congolais venus nombreux l'écouter à Aubervilliers, dans la banlieue Nord de Paris. « Nous allons très bientôt signer le contrat pour la construction du port en eau profonde de Banana. Les discussions sont très avancées, les partenaires sont là. Et nous allons avancer avec eux. Nous allons aussi très bientôt jeter les bases de l'accord de construction du pont-route-rail entre Brazzaville et Kinshasa. Le rail qui va passer dessus va aller jusqu'au port d'Ilebo. Avec le rail qui fait Matadi-Kinshasa, nous pouvons continuer sur Banana et relier donc Banana au centre de la RDC », a annoncé Félix Tshisekedi. Concernant la polémique entretenue au sein de l'opinion sur ses fréquents déplacements à l'Etranger, Felix Tshisekedi a déclaré que c'est pour ramener des investisseurs. D'après le président de la République, ces voyages qui n'ont pas coûté 50 millions USD ont permis de rapporter au pays plus d'un milliards 500 millions USD. Le président de la RDC va prendre part à Paris ce mardi au 2ème Forum pour la paix qui va traiter des questions de gouvernance mondiale et de multilatéralisme sur invitation d'Emmanuel Macron.

Nord-Kivu : 40 combattants Maï-Maï se rendent à l'armée à Lubero. Ces miliciens sont issus des groupes Nduma et Mazembe. Ils se sont rendus avec trois armes de guerre et des armes blanches. Certains d'entre eux se sont rendus directement auprès des FARDC et d'autres sont passés à travers ses services avant d'être orientés aux FARDC. Le leader du groupe Mazembe dénommé Kilalo a aussi émis le vœu de se rendre. Il serait lui-même d'ailleurs en train de sensibiliser ses éléments pour se rendre.

Major Mak Hazukay : « Aucune armée au monde ne peut gagner une guerre sans le soutien de la population ». « Nous sommes satisfaits de différentes manifestations de soutien, non seulement dans la ville de Beni, mais aussi à Butembo et dans d'autres villes. Toutes ces manifestations ne font que requinquer le moral des militaires qui sont au front », a indiqué le major Mak Hazukay, le porte-parole des opérations Sokala1 secteur grand Nord.

Leila Zerrougui salue la signature par la police d'un plan d'action pour lutter contre les violences sexuelles. « Ce plan d'action constitue une avancée significative dans la lutte contre les violences sexuelles liées au conflit ainsi que la réaffirmation des engagements pris par le Président Tshisekedi et le nouveau Gouvernement à la fois de prévenir ce fléau et de s'y attaquer. La Représentante spéciale du Secrétaire général en RDC, Leila Zerrougui, s'est félicitée de la signature du plan d'action et a assuré que la Monusco apporterait son soutien au secrétariat de la commission qui vient d'être installée afin d'en superviser la mise en œuvre. Il est aussi prévu que le suivi des progrès enregistrés soit intégré dans le rapport annuel du Secrétaire général sur les violences sexuelles liées au conflit », indique le communiqué du Bureau de la Représentante spéciale du secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles en conflit. Le plan d'action de la PNC réaffirme l'engagement du Gouvernement congolais à garantir que ces crimes graves ne demeurent pas impunis.

Goma : les acteurs de la société civile réfléchissent sur le trafic de l'or artisanal en RDC. Selon le secrétaire exécutif de l'Observatoire de la société civile pour les minerais de Paix (OSCMP), Alexis Muhima, cet atelier a été organisé en réaction à une mesure arrêtée le 3 octobre 2019 par l'administration américaine, qui imposait une sanction contre l'or de la RDC au motif de lutter contre le travail forcé et celui des enfants. Il dit avoir du mal à comprendre comment la RDC peut mettre en œuvre ces outils, les suivre et les exécuter et de l'autre côté, alors que les Etats-Unis d'Amérique « prennent des décisions qui annihilent tous ces efforts qui ont été consentis. »

Félix Tshisekedi : « La RDC répondra présente au rendez-vous du donner et du recevoir en ce qui concerne la paix et le développement ». « La paix ce n'est pas seulement le silence des armes, c'est aussi l'apport des réponses aux problèmes liés à la jeunesse, à la famine, au dérèglement climatique et aux problèmes de santé », a indiqué Félix Tshisekedi. Le monde est confronté, a-t-il rappelé, à « l'un des plus grands défis de notre temps : celui de gagner la paix, de la conserver et de la transmettre aux générations futures. » Pour lui, les guerres, les conflits, le terrorisme dans le monde et l'insécurité doivent cesser. « Il suffit de le vouloir ensemble, et nous y parviendrons. Il y va de notre responsabilité commune et l'histoire nous jugera. Je serais tenté de proposer une véritable coalition mondiale pour le rétablissement de la paix, ingrédient nécessaire pour le développement du monde », a poursuivi Félix Tshisekedi. Parlant au nom de l'Afrique, il a fait remarquer que ce continent est secoué par des conflits, des guerres et le terrorisme.

Kalemie : 17 Maï-Maï Kabeke se rendent aux autorités locales Ces miliciens ont remis une arme AK- 47 ainsi que des arcs et des flèches. Cette reddition intervient au moment où une délégation mixte, composée des représentants des autorités gouvernementales, des chefs coutumiers ainsi que certains leaders des groupes armés, séjourne dans la zone pour la sensibilisation à la paix. Les envoyés du gouvernement provincial ont jusque vendredi 15 novembre pour convaincre les miliciens de se rendre. Passé ce délai, les Fardc se disent prêts à passer à l'offensive.

Beni : 5 personnes tuées dans une attaque des ADF à Kichanga. Selon les sources locales, un groupe des ADF a fait incursion à Kichanga avant de s'attaquer aux populations civiles. « Pour le moment, le bilan est de cinq personnes tuées. Cela n'est pas compréhensible que dans une zone où il y a plus de 2.000 militaires qu'on tue les gens. Nous décrivons cette situation, il faut que les opérations soient lancées au même moment. A Eringeti pour occuper cette zone de Parikingi, d'autres opérations à Mayi Moya pour éradiquer le danger dans la vallée de Mapobu mais aussi d'autres opérations à Oicha pour neutraliser d'autres ADF qui sont à Mamundioma ». Les Fardc poursuivent leur offensive contre ADF à Mayangose au Nord Est de la ville de Beni. De fortes détonations sont entendues dans cette zone.

Haut-Katanga : 7 décès de cholera en une semaine. Le choléra a fait sept morts sur plus de trois cents cas enregistrés, durant la période du 3 au 10 novembre, dans les zones de santé touchées par cette maladie dans la Haut-Katanga. L'alerte a été donnée il y a une semaine dans les zones de santé de Sakania, Kipushi, Kilwa et Pweto. Dans la zone de santé de Sakania, c'est particulièrement à Kitangala et Kasumbalesa village.

Lualaba : la société civile de Kolwezi appelle l'UDPS et le PPRD au civisme. Cet appel intervient après que les militants de ces partis ont détruit les effigies du chef de l'Etat Felix Tshisekedi et de l'ancien président Joseph Kabila. Selon la société civile, il faut décourager ces pratiques et elle appelle les militants de ces deux partis politiques à la tolérance et à se supporter.

Meurtre des experts de l'ONU au Kasai : débat autour de l'existence du chef milicien « Mohamed». La question de l'existence effective d'un chef milicien dénommé « Mohamed» a été au centre de l'audience du lundi 11 novembre devant la cour militaire de l'ex-Kasai-Occidental, qui juge les présumés meurtriers des deux experts de l'ONU tués en mars 2017. Le colonel Mambweni avait parlé à Zaida Catalan et à Michael Sharp de ce chef milicien lors d'une conversation. Lors de l'audience du 27 septembre dernier, le ministère public exprime son doute quant à l'existence réelle de ce chef milicien. « Vous êtes le seul à connaître cette histoire de Mohamed», déclare-t-il, laissant entendre que l'histoire de ce chef milicien est une invention du colonel Mambweni pour orienter les experts.

Beni : les autorités appellent la population à accompagner l'armée dans le bouclage. « Nous sollicitons encore là aussi l'accompagnement de la population pour dénoncer les maisons qui hébergeraient des personnes suspectes. On ne peut pas faire le bouclage par plaisir, le bouclage est ciblé. Et Dieu merci, nous sommes en train d'aller de succès en succès, grâce à l'accompagnement de la population qui nous guide en disant 'ne manquez pas d'aller dans telle maison'. Et cela nous aide à tomber sur les effets militaires, à tomber sur les suspects, qui sont déferés devant leurs juges naturels. Et nous félicitons la population pour cet accompagnement, que nous souhaitons voir être continu, aux côtés des forces armées, aux côtés de la police, pour que ces actions soient couronnées de succès », a déclaré le maire adjoint Modeste Muhindo.

L'ONG « Jeunesse Responsable du Nord-Ubangi » apporte de l'assistance aux victimes des inondations Les sinistrés des inondations du Nord-Ubangi ont reçu lundi 11 novembre des vivres et des produits non alimentaires de la part de l'ONG « Jeunesse Responsable du Nord-Ubangi ». Cette opération de solidarité vise plus de cent mille ménages, affectés par cette catastrophe depuis un mois. Les victimes passent la nuit à la belle étoile ou dans des familles d'accueil. L'ONG a lancé cette opération de solidarité d'une semaine pour mobiliser des fonds, des biens en nature ou des vivres pour venir en aide à tous les sinistrés. « Jeunesse Responsable du Nord-Ubangi » va procéder à la distribution de tous les dons le dimanche 17 novembre.

Kasai-Central : le projet de budget 2020 évalué à 152 millions USD. Ce montant représente une augmentation de plus de 160% au budget de l'année. Selon le gouverneur, cet accroissement se justifie par l'augmentation des enveloppes des recettes à caractère national. Celles-ci ont presque doublé partant de 64 milliards FC à un peu plus de 115 milliards, soit 45%. Les recettes provenant de la province sont estimées à 7. 651 000 FC, soit 2,98% seulement. Les ressources exceptionnelles se comptent à hauteur de 0,23%. Les recettes extérieures représentent à elles seules 132 milliards FC, soit 51, 68 %.

Kongo-Central : la CNPR invite la police routière à interdire la surcharge des véhicules. Le directeur provincial de la Commission nationale de la prévention routière (CNPR) du Kongo-Central, Célestin Djunga, a appelé mardi 11 novembre la Police de circulation routière (PCR) au respect de la circulaire 001/2019, interdisant la surcharge des véhicules pour prévenir les accidents. Il réagissait ainsi après avoir constaté la surcharge des véhicules sur différents tronçons de la province. D'après les statistiques de la CNPR, la surcharge est l'une des principales causes de nombreux accidents de circulation enregistrés dans le Kongo-Central.

Sud-Kivu : « Nous demandons que les Fardc puissent s'impliquer davantage pour traquer les groupes armés » (Gady) Une mission conjointe composée des délégués de la Monusco et des quelques agences des nations unies dont le PAM, le HCR et de OCHA a effectué le 7 novembre une mission à Minembwe dans les hauts plateaux du territoire de Fizi pour s'enquérir de la situation sécuritaire et humanitaire dans la zone. D'après le bourgmestre de la commune de Minembwe, Gady Mukiza « au moins 45 mille déplacés ont été dénombrés dans la zone, puis des attaques contre les civils se poursuivent ainsi que le vol des bétails. »

Mgr Fridolin Ambongo : « La gratuité de l'enseignement doit être une vraie gratuité ». « Sur tous les plans, la gratuité de l'enseignement n'a que des bénéfices, mais ça doit être une vraie gratuité, pas une gratuité qui détruit le système scolaire », a affirmé le cardinal. Sur le plan politique, le Cardinal Ambongo a constaté « des gestes positifs », dix mois après l'installation de nouvelles autorités. « Est-ce que le souhait du peuple est comblé aujourd'hui ? Il reste entier. Naturellement, il y a des gestes positifs qui vont dans la bonne direction que nous devons saluer. Mais la vérité est qu'on est qu'au début et la misère du peuple continue », a indiqué le Cardinal Fridolin Ambongo. Concernant le changement d'attitude de l'Eglise sur le nouveau régime, il a affirmé : « Si vous avez noté des changements dans l'attitude de l'Eglise, ce n'est pas parce que l'ancien régime est parti et qu'il y a un nouveau. Si les mêmes causes qui ont fait se dresser l'Eglise hier reviennent, demain vous verrez l'Eglise sur votre chemin. » Le Cardinal Ambongo se veut un prélat qui rassemble et réconcilie tout le monde.

Les Etats-Unis saluent les mesures importantes prises par Félix Tshisekedi pour apporter le changement. Dans un communiqué, Dr Peter Pham, l'envoyé spécial des Etats-Unis pour la région des Grands lacs d'Afrique explique que les changements concernent notamment : L'ouverture de l'espace démocratique ; La réalisation de progrès en matière des droits de l'homme ; La lutte contre la corruption ; La promotion de la paix dans l'est du Congo ; La lutte contre Ebola. Il a encouragé le président Tshisekedi à redoubler d'efforts pour réformer et renforcer les institutions démocratiques de la RDC et lutter contre la corruption. Selon lui, les Etats-Unis ont abondamment investi dans les efforts des autorités congolaises visant à lutter contre Ebola et d'autres maladies infectieuses, encourager un environnement des médias libre et sûr, accroître les opportunités économiques, lutter contre la corruption, renforcer les institutions de bonne gouvernance et protéger l'environnement.

Mercredi 13 novembre.

Emmanuel Macron : « la France va accompagner le Président Tshisekedi dans ses projets de grandes ambitions ». « Je souhaite que nous puissions accompagner le Président dans les projets de grandes ambitions qu'il a lancés. En matière éducative, nous allons investir au moins 15 millions d'Euros pour accompagner ce formidable projet de la gratuité de l'éducation et en particulier, nous allons nous engager sur la formation des maîtres. Nous allons engager, à côté de ce partenariat bilatéral, le partenariat mondial pour l'éducation », a promis Emmanuel Macron, dans une vidéo postée sur le compte Twitter de la Présidence de la RDC. La France s'engage aussi échanger des renseignements et s'investir dans la coopération militaire pour éradiquer les groupes armés qui écument la partie orientale de la RDC. Emmanuel Macron a dit souhaiter que tous les pays de la région s'engagent au côté du président congolais, et en particulier le Rwanda et l'Ouganda. Il promet aussi une coopération en matière de santé pour la stabilisation et la reconstruction du système de santé, mais aussi dans le secteur de l'agriculture.

Le FCC condamne « les propos outranciers » de Kabund à l'égard de Joseph Kabila. « Le Front Commun pour le Congo (FCC) condamne avec la dernière énergie les propos outranciers, provocateurs, irresponsables, diffamatoires et injurieux à l'égard de son autorité morale et de l'ensemble de ses membres. Propos de nature à plonger le pays dans une grave crise politique et institutionnelle dont il ne mesure pas les conséquences par manque de maturité politique », indique un communiqué du FCC publié le mardi 12 novembre. Le Front Commun pour le Congo à Jean-Marc Kabund, président intérimaire de l'UDPS et auteur de ces propos, l'importance de l'unité, la stabilité et la paix dans le pays. Jean-Marc Kabund a menacé le même mardi devant les militants de « fouiner » dans la gestion du régime de l'ancien président Joseph Kabila.

Sud-Kivu: la Monusco rencontre des difficultés pour réhabiliter la route de Kavimvira. Les travaux de réhabilitation du tronçon routier entre le rond-point Kavimvira et la frontière congolo-burundaise de Kavimvira piétinent. Ces travaux, exécutés depuis deux mois sur 7 km par le contingent des ingénieurs chinois de la Monusco, rencontrent plusieurs difficultés notamment l'envahissement par les enfants du périmètre du chantier. A cette difficulté, s'ajoutent les pluies et la qualité de latérite non adaptée. « La Monusco va profiter encore une fois pour exhorter la population à éviter de rentrer dans les périmètres de travaux, surtout avec les enfants qui jouent, qui circulent à tout moment pendant l'exécution. La Monusco prierait la police nationale congolaise de rester constamment à ses côtés pour sécuriser le périmètre des travaux. »

Kisangani : l'OMS sensibilise les députés provinciaux sur la maladie à virus Ebola. Cette sensibilisation a porté sur la genèse de la maladie à virus Ebola, ses différents épisodes au pays, les risques de transmission, les symptômes ainsi que les moyens de prévention et de protection. Ces députés ont promis de s'investir pour répercuter ce message auprès de leurs bases respectives.

Ituri : les journalistes de la Radio communautaire de Lwemba vivent en clandestinité, à cause des menaces de mort qu'ils reçoivent de la part des combattants Mai-Mai. Cette situation perdure depuis le meurtre de leur confrère Paluku Mahamba Papy, abattu par des hommes armés, le 2 novembre. Ces miliciens les accusent de continuer à sensibiliser la population sur la maladie à virus Ebola au sein de leur organe de presse. Par peur des représailles, cette station de radio n'émet plus depuis lundi 11 novembre.

Kalemie : des armes et munitions récoltées auprès des groupes armés par la Monusco. Les armes remises sont notamment un mortier de 60 mm, une mitrailleuse automatique, une quarantaine de fusils de type AK-47, de deux fusils de chasse calibre 12, de cinq bombes, de 39 chargeurs et d'une grenade, ainsi que des armes traditionnelles telles que des arcs et flèches. « J'invite ces groupes armés à penser à eux, à penser à leur avenir, et aussi à la situation de leurs membres de famille, parce que ce n'est pas avec une arme que tu vas construire une école, que tu vas amener les humanitaires à construire les écoles, les centres de santé. Ce n'est pas avec une arme ou une armée que vous allez amener le gouvernement à construire des routes », a déclaré M. Nkingiye, chef de bureau intérimaire de la Monusco.

Beni : l'armée déjoue une attaque des ADF à Oicha. Les Fardc et la police ont repoussé mercredi 13 novembre une tentative d'attaque par les rebelles des ADF de l'hôpital général d'Oicha, chef-lieu du territoire de Beni. Selon le commandant de la police locale, le colonel Jean-Pierre Wumbi, les assaillants, qui ont tenté sans succès d'accéder aux installations de cette structure sanitaire, ont décroché, après avoir incendié deux maisons au quartier Mambamike.

Goma : vote d'un édit sur la protection des défenseurs des droits humains. Selon Mbenze Yotama, membre de la commission politique, sécuritaire, administrative et juridique de l'assemblée provinciale, cet édit va promouvoir la liberté d'action aux défenseurs des droits humains qui sont constamment menacés par des services ou forces de sécurité. Le membre de la Synergie Tuteteye haki Zetu, une plateforme regroupant une quarantaine d'organisations des droits de l'homme, Pierre Katembo, a aussi salué ce texte : « Suis heureux parce que désormais je vais commencer à servir les paisibles citoyens sans peur, parce qu'à l'époque on craignait les autorités par ce qu'on n'avait pas un cadre juridique qui protégeait les défenseurs des droits de l'homme au Nord-Kivu. »

Kasaï-Oriental : 45 cases brûlées à Katanda dans un conflit entre deux tribus. D'après les témoins, le problème a dégénéré lorsqu'un homme de Bena Mwemba a été surpris en flagrance de vol d'un régime des noix de palme dans un champ d'un habitant du village de Bena Nsimba, Ndala Mbombo Dipumba. Le présumé voleur a été battu copieusement par le propriétaire du champ ainsi que d'autres habitants. Les faits ne se sont arrêtés là. Pris de colère, les frères du présumé voleur sont allés en expédition punitive dans le village de Ndala Mbombo Dipumba pour venger leur frère. Ces derniers ont incendié 45 cases et ont blessé deux personnes à la machette.

La RDC compte boucler en deux ans le recensement de la population et de l'habitat. « Nous devons accélérer ce processus et le terminer avant deux ans pour que finalement la RDC puisse disposer des statistiques fiables. Nous aurons une réunion avec la Banque mondiale, la BAD et le Fonds des Nations unies pour la population ; pour que nous puissions approfondir la réflexion », affirme Mme Munembwe, la vice-premier ministre et ministre du Plan. Pour Elysée Munembwe, le dénombrement de la population est le socle d'une meilleure planification du développement. Le dernier recensement général de la population en RDC avait été effectué en 1984.

Ituri : les enseignants d'Aru en grève. Les activités scolaires sont paralysées depuis lundi 11 novembre dans plusieurs écoles publiques d'Aru-centre. Selon certains enseignants, ils réclament les mêmes salaires que ceux perçus par leurs collègues de grandes villes. Ils estiment que les enseignants de la ville sont mieux payés que ceux de l'intérieur. En fait, l'Etat congolais a ajouté, aux enseignants de grandes villes, les frais de transport pour faciliter leurs déplacements.

Kinshasa : trois candidats au poste du rapporteur adjoint de l'Assemblée nationale. Trois candidats ont été enregistrés; Chérubin Okende, du G7-Mouvement social, Jacques Lunguana du MLC, et Fabrice Puela de la dynamique de l'opposition. L'opposition n'a pas réussi à trouver un compromis sur la personne qui doit occuper ce poste, disputé entre le MLC de Jean-Pierre Bemba et le G7-MS de Moïse Katumbi. Le vote est prévu pour le 18 novembre à la plénière de l'Assemblée nationale.

Maniema : la société civile de Kailo demande au gouverneur de réhabiliter 100 km de route. La société civile lance ce cri d'alarme, explique-t-elle, parce que Kailo n'a pas été repris dans le programme des 100 jours du président Félix Tshisekedi, moins encore dans celui de son prédécesseur. La réhabilitation de cette route va désenclaver le territoire de Kailo.

La RDC et l'Ouganda attendus à la Cour internationale de justice. La Cour internationale de justice tiendra du lundi 18 au vendredi 22 novembre des audiences publiques sur la question de réparation dans l'affaire de « l'agression armée de l'Ouganda sur le territoire de la RDC. ». En effet, la demande de la RDC concerne notamment les événements de Kisangani, où avaient eu lieu des combats entre troupes ougandaises et rwandaises. Il s'agit de « la guerre de six jours » qui s'était déroulée en juin 2002. A l'issue d'un procès de plus de cinq ans, la Cour a rendu son verdict en décembre 2005 condamnant l'Ouganda d'avoir violé ses obligations en vertu du droit international. Dix ans plus tard, soit en mai 2015, la RDC, estimant que les négociations menées à ce sujet avec l'Ouganda avaient échoué, a demandé à la Cour de fixer le montant de la réparation due par celui-ci. Les audiences programmées de lundi au vendredi de la semaine prochaine porteront justement sur cette question.

Lutte contre Ebola : 22 000 doses de vaccins disponibles à Goma. La campagne de vaccination contre la maladie à virus Ebola avec le vaccin de la firme Johnson and Johnson sera lancée incessamment. Les aires de santé de Majengo et Kahembe sont ciblées pour cette vaccination, selon le coordonnateur général de la riposte à Ebola, Steve Ahuka Mundeke.

Kinshasa : ouverture de « Bosangani days », un forum pour développer les relations d'affaires. Elle rassemble plus de 700 entrepreneurs de plus de 22 pays dont 200 entreprises venues de tous les continents. Selon le commissaire de ce premier forum d'Afrique centrale, Tay Gotwin, ces assises sont orientées vers le business et développement. Ce forum plurisectoriel va durer trois jours et va permettre aux entrepreneurs congolais et étrangers de développer leur business, rencontrer de nouveaux partenaires, rechercher des débouchés, favoriser le réseautage et les rencontres, et maximiser les opportunités pour les entreprises. « Bosangani days » offre plus de 6 000 rendez-vous d'affaires aux entrepreneurs congolais.

François Grignon : « Des progrès importants ont été réalisés pour la restauration de l'autorité de l'Etat ». Lors de la conférence hebdomadaire des Nations unies, il a indiqué que seuls 12 des 135 territoires de la RDC restent affectés par des violences armées, notamment dans les provinces de l'Ituri, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. Lors de son intervention à la conférence hebdomadaire des Nations unies, depuis Goma, François Grignon a aussi évoqué la tournée qu'il effectue, depuis ce mercredi au Nord-Kivu, la cheffe de la Monusco, Leïla Zerrougui, pour renforcer les efforts face à cette crise de protection des civiles.

Kongo-Central : les députés provinciaux réclament 5 mois d'arriérés de salaires. « Au niveau de l'assemblée provinciale, nous accusons 5 mois de retard d'émoluments. Les députés n'ont jamais eu leurs frais de fonctionnement, ni de ceux de vacances. Nous souffrons alors que la province du Kongo-Central est parmi celle qui contribue beaucoup au budget national », a dénoncé le député André Kuzunduku, élu de Luozi. Les députés provinciaux ne sont pas les seuls qui ne sont pas payés au Kongo-Central. Les agents de l'administration se plaignent aussi de ne pas avoir été payés depuis plusieurs mois.

Kinshasa : un film pour immortaliser les anciens combattants congolais. « L'ombre des oubliés », est le titre du long métrage de 52 minutes dédié aux anciens combattants congolais. Ce film, réalisé par José Adolphe Voto et produit par Louis Vogt Voka, sera présenté ce mercredi 13 novembre à l'Institut français de Kinshasa. Cette projection va se dérouler en présence d'Albert Kunyuku, un des anciens combattants congolais de la seconde guerre mondiale. Il est l'un des principaux personnages de ce film.

Jeudi 14 novembre.

Meurtre des experts de l'ONU : accusé d'avoir fourni aux miliciens des machettes, le journaliste Kamuzadi nie. Raphaël Trudon Kapuku Kamuzadi, journaliste à la radio «Kasaï Horizon», l'une des principales radios émettant à Kananga, avait été mis en cause dans ce dossier par Bula Bula. Devant le tribunal militaire de Kananga, ce dernier avait déclaré l'année passée avoir entendu une fois Vincent Manga demander au téléphone des machettes à un dénommé «Kamuzadi». Ce mercredi devant la cour, il a repris ce récit, ajoutant que les faits se seraient passés en février 2017 dans son village Moyo Musuila. Interrogé, Raphaël Trudon Kapuku Kamuzadi affirme n'avoir jamais parlé au téléphone avec Vincent Manga. Au sujet de ces machettes, le chef du village déclare qu'il ne les a pas vues arriver à Moyo Musuila après l'échange téléphonique entre Manga et le dénommé Kamuzadi. La cour va poursuivre l'audition de Kapuku Kamuzadi lors de l'audience de vendredi.

Butembo : les communicateurs sur la riposte à Ebola décrètent une grève sèche. Plus de soixante communicateurs de la sous-coordination de riposte contre Ebola dans la ville de Butembo (Nord-Kivu) ont décrété une grève sèche à partir de mercredi 13 novembre. Ces agents membre de la sous-commission Communication de la coordination de riposte à la maladie à virus Ebola à Butembo, disent suspendre toutes leurs activités jusqu'au paiement de leurs trois mois d'arriérés de salaire par le gouvernement congolais. Tous les communicateurs des douze zones de santé de la sous coordination de Butembo sont concernés par ce problème.

Un navire de la marine belge à Boma pour marquer la relance de la coopération militaire belgo-congolaise. Ce navire fait escale au port de cette ville jusqu'au 15 novembre. Avant d'atteindre Boma, le géant GODETIA avait fait escale au Togo et au Bénin, où il avait embarqué cinq Togolais et dix Béninois des forces navales de ces deux pays. Deux militaires de la force navale congolaise vont s'ajouter à leurs compagnons d'armes venus d'Afrique de l'Ouest pour un renforcement de leurs capacités dans le domaine de la marine.

Kinshasa : la Suède rend hommage à Zaida Catalan et Michael Sharp. Le ministre suédois de la Coopération au développement, Peter Eriksson, a salué la mémoire de sa compatriote Zaidan Catalan et de son collègue Michael Sharp, tous deux experts des Nations Unies tués à Bunkonde au Kasaï en mars 2017 dans des conditions non encore élucidées.

Contentieux entre la RDC et l'Ouganda : la CIJ reporte les audiences publiques sine die. Sans donner une nouvelle date, l'organe judiciaire principal de l'ONU déclare « prendre sa décision en tenant compte de la demande conjointe formulée par les parties dans une lettre en date du 9 novembre 2019. » La Cour internationale de justice devrait en principe tenir du lundi 18 au vendredi 22 novembre ces audiences.

Procès Dolly Makambo : la Haute Cour militaire a visionné la vidéo du crime. Il était question de faire correspondre les déclarations des renseignant aux images de la scène mortelle du 30 octobre. A ce stade déjà, le ministère public désigne tous les prévenus comme étant responsables du meurtre de l'administrateur gestionnaire de Vijana. Il affirme avoir des moyens pour démontrer l'implication de Dolly Makambo, ministre provincial de Kinshasa chargé de la sécurité et de ses co-accusés.

Kinshasa : début des travaux de réhabilitation de l'avenue Elengesa. Ces travaux qui dureront 16 mois permettront le désengorgement de la zone englobant les communes de Makala, Bumbu, Selembao jusqu'à Mont Ngafula. Exécuté par l'entreprise Adi-construction, les travaux s'articuleront sur deux phases. La première consiste en la réhabilitation de la première partie de l'avenue, située entre l'avenue Kasa-Vubu au niveau du marché Mariano, jusqu'au « pont », aux abords de l'avenue Ngiri-Ngiri. La seconde, concernera la construction d'une nouvelle route qui partira du pont jusqu'au niveau de « l'arrêt armé » sur la route By-pass à Mont-Ngafula.

Les habitants de plusieurs localités de Beni fuient les attaques des ADF. Selon la société civile de Beni, les localités les plus touchées sont Bango, Matungulu, Kokola, la partie Est de Eringeti et Mbau au nord de la ville de Beni. Les personnes qui fuient se dirigent vers la commune rurale d'Oicha et vers la ville de Beni.

« Nous avons aidé plus de 500 femmes victimes de violences sexuelles au Nord-Kivu » (Seynabou Diouf). La Sénégalaise Seynabou Diouf a reçu le 5 novembre 2019 le Prix de la policière de l'ONU de l'année. Actuellement, elle est commandante de l'équipe chargée de la lutte contre les abus et l'exploitation sexuelle au sein de la police de la Monusco.

Elle a été récompensée pour son travail dans la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels en République démocratique du Congo.

La maire de Beni déplore la résistance à la vaccination contre Ebola. « Il est triste pour les familles de s'opposer à la vaccination et de refuser d'être conduites aux centres de santé (...) Nous demandons à ceux qui sont en contact avec les cas suspects d'accepter la vaccination, car lorsqu'on refuse, on constitue un danger pour les autres citoyens », conclut Modeste Muhindo, annonçant qu'il ne tolérera pas de voir un citoyen de la ville constituer un danger pour les autres puisqu'il a refusé de se faire vacciner.

Kongo-Central : marche de soutien au projet de construction du port de Banana Cette marche, organisée par la Jeunesse de l'espace Kongo (JEK), avait pour objectif de demander aux autorités de faire passer la construction du port à Banana avant celui du pont route- rail, qui devrait relier Kinshasa à Brazzaville. D'après ces jeunes, ce port, une fois achevé, permettrait d'impulser l'économie ainsi que la création des emplois.

Le FCC sensibilise ses membres sur la paix à Lubumbashi. L'objectif de cette sensibilisation est d'éviter que les incidents survenus à Kolwezi le samedi 9 novembre ne se reproduisent au Katanga. Ce jour-là, les effigies de Joseph Kabila et du président Felix Tshisekedi étaient incendiées. Par ailleurs, au cours du conseil provincial de sécurité tenu le même mercredi à Lubumbashi, un appel a été lancé aux responsables de partis politiques de la majorité comme ceux de l'opposition pour prêcher la cohabitation pacifique à leurs militants.

Violents combats entre Fardc et ADF à Beni, dans la zone dénommée « Chute de Chochota », au nord-est d'Oicha, chef-lieu du territoire de Beni. Selon les sources militaires, l'armée tente depuis deux jours de récupérer cette position des ADF. Les Fardc, qui ont également pris le contrôle de Karwamba, Mabeto et Bahari - trois positions stratégiques des ADF situées dans le Mwalika au sud du territoire de Beni - ont tué quatre rebelles et récupéré une arme de type AK47 et une roquette.

Inondations à Bumba : des milliers de ménages sans abris décrient l'indifférence des autorités. Les quartiers entiers de Lokele Molua, Bopoto, et Sedec sont inondés, affirment les habitants. « Des centaines d'habitations sont abandonnées, d'autres totalement écroulées », précisent-ils. Les puits d'eau sont remplis d'eau souillée et les latrines exposent leurs excréments sur les eaux stagnantes du fleuve. Un secouriste de la Croix-Rouge dit craindre bientôt la recrudescence du choléra. Le pont Molua sur la nationale 6, qui relie Bumba à Lisala, est sous eaux. Tout mouvement se fait par pirogue pour passer d'un coin à un autre. Le prix des vivres a augmenté sur le marché. « Le prix des cosettes de manioc, chikwange, poisson et bois de chauffe, a augmenté », a expliqué une ménagère. Les habitants de Bumba se disent abandonnés et dénoncent l'indifférence des autorités, tant locales, provinciales que nationales.

Felix-Antoine Tshisekedi en visite de travail en Allemagne. Le Président congolais a été reçu au Bundestag, le Parlement allemand, par son président, Wolfgang Schäuble. « Ce tête-à-tête de près de 20 minutes a permis aux deux personnalités d'évoquer les questions d'intérêt commun entre l'Allemagne et la RDC », indique la dépêche de la presse présidentielle, sans plus de détails. Au Bundestag, devant ses interlocuteurs, Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a développé sa vision pour le Congo, l'Afrique et le reste du monde dans le cadre d'un partenariat mutuellement avantageux. Première puissance économique d'Europe, l'Allemagne suit de très près les actions du Chef de l'État congolais et sa volonté d'entretenir un partenariat privilégié avec l'Allemagne.

Vendredi 15 novembre.

Félix Tshisekedi échange avec des industriels allemands sur les possibilités d'investir en RDC. Une centaine d'opérateurs économiques membres du patronat allemand a échangé, jeudi 14 novembre, avec le Président Félix Tshisekedi qui est en visite de travail dans ce pays d'Europe. Il s'agit des industriels du Bundesverband der Deutschen Industrie et de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie allemande. Après avoir présenté les nombreuses opportunités d'investissement en RDC, le Chef de l'État a présenté sa vision du développement basée sur la diversification de l'économie. Il a aussi exprimé son vœu de voir les industriels Allemands réputés compétitifs saisir l'opportunité qu'offre son pays pour des partenariats gagnant-gagnant.

Traque des groupes armés à Beni : la population appelée à se solidariser davantage avec l'armée. Pour ces acteurs, les tueries actuelles des civils par les rebelles ougandais des ADF, est une de leurs stratégies pour décourager cette collaboration entre les civils et les militaires. « Nous sommes conscients que, l'ennemi, lorsqu'il est engagé en ces jours, il doit tout faire pour opposer la méfiance entre l'armée et la population civile. Et les actes qui sont en train d'être perpétrés en

termes de massacre contre les civils, c'est en réalité le stratagème de l'ennemi pour que nous puissions arriver à déduire que l'armée est inefficace ou l'armée est inutile », a déclaré Omar Kavota.

Bukavu : les enseignants de l'école secondaire d'application de l'ISP en grève. Alors que certains parents avaient déjà commencé à payer les frais scolaires dans une institution financière de la place, d'autres parents refusent de les payer. Ces derniers sont découragés par une certaine opinion qui brandit la gratuité de l'enseignement jusqu'au niveau du secondaire.

Le PAM distribue des denrées alimentaires achetées grâce à une dotation de la Russie. « Le don de la Fédération de Russie va permettre d'assister au moins 150 000 personnes pendant quelques temps. C'est une dotation de 2 millions USD qui a été utilisée pour acheter principalement des denrées alimentaires qui sont distribuées auprès des déplacés. C'est une dotation en argent qui a été utilisée pour acheter des petit-pois qui sont distribués non seulement au Kasai, mais dans d'autres endroits de la RDC », a indiqué Claude Jibidar.

Assemblée nationale : le groupe parlementaire CACH réaffirme son soutien à Kabund. Dans une déclaration faite jeudi 14 novembre à Kinshasa, ces députés ont condamné la destruction méchante des effigies du président de la République Félix Tshisekedi et de l'autorité morale du FCC, Joseph Kabila. Pour préserver la paix et la cohésion nationale, ces députés du CACH exhortent les membres de la coalition au sens de responsabilité pour préserver et consolider les acquis de cette première alternance démocratique et pacifique du pouvoir.

Kinshasa : les experts réfléchissent sur la lutte contre la tuberculose. « Ce sont les experts venus de Genève, d'Australie, des USA, du Japon et du continent qui vont se mettre ensemble nos experts locaux pour analyser les performances de la lutte contre la tuberculose... les effets de la lutte contre la tuberculose sont destinés à la population c'est-à-dire offrir un diagnostic, offrir des médicaments. Donc ce panel d'experts va interviewer les patients qui sont les premiers bénéficiaires de toutes les interventions du programme afin qu'eux-mêmes disent leur lecture sur la mise en œuvre des interventions du programme. », a déclaré le directeur du Programme national de lutte contre la tuberculose, Docteur Michel Kaswa.

Le président de la FEC-Butembo préconise le suivi des résolutions prises entre Tshisekedi et Museveni. Le président de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC)- Butembo, Polycarpe Ndivito, a déclaré que « le sommet des chefs d'Etats ougandais et congolais tenus à Kampala le 8 novembre 2019 a été bénéfique pour les opérateurs économiques de l'Ituri et du Nord-Kivu. » « Dans les échanges, nous avons parlé de volet sécuritaire parce que sans la sécurité, les affaires ne peuvent pas marcher. Le deuxième point était les infrastructures. Mais, la grande recommandation qui est la nôtre est qu'il faudrait qu'il y ait un comité de suivi de toutes ces résolutions sinon ça ne va pas produire des effets. », a préconisé Polycarpe Ndivito.

Kasai-central : le mouvement citoyen « Tolembi » plaide pour la création d'un fonds social pour l'agriculture. Selon le coordonnateur de cette structure, Dinel-Désiré Kazadi tous les citoyens doivent s'impliquer afin de juguler la crise alimentaire que connaît la région. « Nous proposons la création de ce fonds pour l'achat du matériel et des intrants pour la relance de l'agriculture », a-t-il précisé.

Les élus de Tanganyika plaident pour le retour de la paix dans la province. Les députés et sénateurs de la province du Tanganyika ont présenté plusieurs problèmes auxquels la province est confrontée, notamment l'insécurité et le manque d'infrastructures adéquates. D'après le député national John Banza qui a fait la restitution de cette rencontre à la presse, le chef du gouvernement a promis l'intensification des actions pour mettre fin à l'insécurité.

Lubumbashi : l'avocat de l'ancien député Wildor Makonero n'a pas des nouvelles de son client. Son avocat José Mwanza indique que des sources sûres de la ville cuprifère affirment qu'il est détenu à l'Agence nationale de renseignements (ANR).

Me José Mwanza demande sa libération immédiate. Pour rappel, après un conflit l'opposant à ses anciens partenaires turcs, Wildor Makonero s'est vu restituer, la société High Tech Sand Crusher Sarl, une société de production des matériels de construction basée à Lubumbashi et dont il est le gérant. Ses proches pensent que sa détention aurait un lien avec cette affaire.

Mbuji-Mayi : 14 nouveaux cas de choléra en 7 jours. D'après le médecin chargé de la maladie en province, ces malades proviennent des zones de santé rurales entourées par des rivières. « Quand nous voyons la qualité de l'eau consommée à ce niveau, souvent c'est l'eau de la rivière déjà souillée. Etant donné que la population est habituée à faire ses défécations à

l'air libre, avec toute la pluie qui s'est abattue ces derniers temps, tout a été ramené au niveau de ces rivières. Et nous leur avons demandé à ce que l'eau de boisson puisse être bouillie, de se laver toujours les mains avant de manger, nettoyer toujours ce qu'on veut manger et manger ce qui est chaud. », a préconisé le Dr Jean-Pierre Sumba, chargé de la maladie dans la province du Kasai-Oriental.

Kinshasa : début de la campagne électorale pour le candidat rapporteur-adjoint de l'Assemblée nationale. Trois candidats de l'opposition sont en lice pour briguer ce poste. Parmi eux Jacques Lungwana, candidat du groupe parlementaire MLC-ADN. Ce candidat affirme requérir non seulement la confiance du leader de son regroupement mais également de celle des députés du pays à qui il promet notamment un bon suivi des leurs rapports de vacances parlementaires.

Kasai-Central : le gouverneur Martin Kabuya visé par une motion de défiance. Selon le vice-président de l'assemblée provinciale qui dit « assumer » la motion même s'il ne l'a pas signée, les députés signataires « ne se sont fait que des porte-parole de la population ». Matthieu Ntolo évoque des « irrégularités » dans certains actes posés par le gouverneur: « La nomination dans la territoriale, la nomination dans le secteur de la santé, l'arrêté pris par le gouverneur fixant le prix du maïs à 1 000 francs- nous sommes à 5 000 francs aujourd'hui, ce sont des questions qui nécessitent que les députés interpellent l'exécutif.» Pour lui, cette motion de défiance « est l'expression de la souffrance du peuple».

La Suède conditionne son soutien à la réduction de la corruption. « Nous soutiendrons la RDC si nous remarquons un véritable changement dans la réduction de la corruption, de l'impunité, des actes des violences et l'amélioration du climat des affaires », a déclaré jeudi 14 novembre à Kinshasa le ministre suédois de la Coopération au développement Peter Eriksson.

Berlin : Félix Tshisekedi invite les Allemands à investir en RDC. « Le Congo est très important, à la fois par sa taille, mais aussi par sa population, et également par sa position géographique au cœur de l'Afrique, au carrefour de plusieurs organisations sous-régionales. Il n'y a pas meilleur endroit que mon pays. Aujourd'hui, c'est un pays qui est tourné vers le développement, qui veut se débarrasser de tous ses affreux souvenirs, ces événements qui ont retardé son développement. (...) Je souhaite vraiment de tout cœur, de vous revoir à Kinshasa ou ailleurs sur le territoire national de la RDC en partenaires, en amis, en accompagnateurs de ce grand défi de développement » a-t-il lancé.

Beni : 6 personnes d'une même famille tuées dans une attaque des ADF à Oicha. L'attaque d'Oicha est la troisième en l'intervalle d'une semaine. Selon les sources sécuritaires, les ADF qui comptent plusieurs blessés dans leurs rangs suite aux offensives menées sur leurs campements par les FARDC, ont tenté sans succès d'attaquer l'hôpital général de référence d'Oicha. D'après la même source, les assaillants voulaient s'y ravitailler en médicaments sans y parvenir après avoir été repoussés par les FARDC et la police, appuyées par les casques bleus de la Brigade d'intervention de la Monusco. Les sources locales et sécuritaires disent que dans leur fuite les assaillants ont tué six ces civils : quatre filles, un homme et un nourrisson, tous d'une même famille. Trois autres personnes blessées sont prises en charge à l'hôpital général d'Oicha.

Gilbert Kankonde à Kolwezi pour instaurer sa vision de réconciliation et de cohabitation pacifique. Vive tension entre certains partisans de l'UDPS et ceux du PPRD. Les effigies du Président Félix Tshisekedi et celles de l'ancien président Joseph Kabila ont été brûlées. « Nous nous rendons à Kolwezi où il y a des problèmes à régler. Il y a des incidents qui sont survenus à Kolwezi. Ces incidents sont une alerte pour nous. Il est de notre responsabilité de prévoir parce que gouverner c'est prévoir. La vision actuelle que nous avons, c'est une vision de réconciliation et de cohabitation pacifique », a affirmé Gilbert Kankonde, le vice-Premier Ministre et ministre de l'intérieur.

Kinshasa : signature d'un protocole d'accord entre le FNPSS et une firme américaine. Un partenariat pour mobiliser plus de ressources afin de financer les projets et les programmes de développement communautaire dans les zones rurales des 26 Provinces de la RDC. La directrice générale du Fonds National de Promotion des Services Sociaux (FNPSS), Alice Mirimo, affirme que les travaux démarrent en décembre prochain.

Sud-Kivu : reddition d'environ 40 Maï-Maï Kirikicho munis d'armes de guerre. Une mission conjointe composée de la Monusco, du ministre provincial de la justice, des députés provinciaux élus de Kalehe ainsi que du chef coutumier le Mwami de Buhavu se sont rendus du 7 au 14 novembre à Tushunguti, en groupement de Ziralo, fief de plusieurs chefs de guerre de Nyatura, de Kirikicho Kalume et Ngubito. A cette occasion, quarante combattants Maï-Maï Kirikicho, et Nyatura Karume munis de dix armes de guerre se sont rendus.

Kinshasa : début des plaidoiries au procès de Dolly Makambo. En ce jour d'ouverture, les parties civiles à savoir la famille de la victime Ilo Belvis et le centre hospitalier Vijana ont plaidé pour la condamnation pure et simple de Dolly Makambo, (ministre provincial de Kinshasa chargé de la sécurité) qu'elles considèrent comme instigateur ou commanditaire du crime. « Cette incrimination peut-être commise par toute personne civile ou militaire. Dans le cas sous examen, nous sommes en face de deux civils qui ont incité le policier à commettre les actes contraires au devoir et à la discipline, ici le prévenu Dolly Makambo et le prévenu Bakatulaki Semili », a déclaré le panel des avocats. Dès l'ouverture des audiences, la partie prévenue Makambo clame déjà l'innocence de son client et demande à la Cour de rendre justice.

Human Rights Watch et 163 ONGH pour le maintien des sanctions de l'UE à l'encontre des responsables congolais.

« 163 Organisations de la société civile congolaise exhortent les ministres des Affaires étrangères membres des pays de l'Union européenne à s'assurer que, les sanctions prises en décembre 2016 et mai 2017 à l'encontre des 14 officiels congolais impliqués dans des violations graves des droits humains et d'autres violations liées au récent processus électoral, soient renouvelées au cours du conseil prévu en décembre 2019. Les sanctions ciblées prises par l'Union européenne ont sérieusement contribué à faire pression sur le régime de Kabila pour l'organisation des élections présidentielle et législatives, alors que ce dernier multipliait des stratégies pour se maintenir au pouvoir au-delà de la limite constitutionnelle », a déclaré le directeur exécutif de la Voix des Sans Voix, Rostin Manketa.

« **Ce n'est pas le rôle du président Félix Tshisekedi de pourchasser Joseph Kabila** ». « Joseph Kabila reste présent au Congo. C'est son pays. Il a le droit d'y rester. Ce n'est pas le rôle du président Félix Tshisekedi de le pourchasser », a déclaré le chef d'Etat vendredi 15 novembre au terme de sa visite de deux jours à Berlin. Au cours d'une conférence de presse animée avec la Chancelière allemande, Angela Merkel, Félix Tshisekedi a par ailleurs salué le rôle de « consultant » que son prédécesseur joue sur les questions importantes de la RDC. C'est la première fois, a fait remarquer Félix Tshisekedi, qu'« un président sortant reste au pays. Il ne part pas en exil, pourchassé par le pouvoir qui vient d'arriver. » Cette situation donne lieu à beaucoup de commentaires, tant en RDC qu'à l'étranger. De son côté, la cheffe du gouvernement allemand se réjouit de l'amélioration de la situation en RDC par les réformes initiées par Félix Tshisekedi. « Cela nous permet d'initier de nouvelles relations avec ce pays », promet Angela Merkel, parlant de l'aide au développement et la coopération économique.

